

idées

SPORT.

Une médecine à la croisée des chemins

par le docteur PIERRE TALBOT (*)

B IEN que le premier événement justifiant — a priori — la médecine du sport soit la mort du soldat de Marathon, il fallut attendre le début du vingtième siècle pour que des médecins praticiens, mais aussi hospitaliers et universitaires, s'intéressent à la question. Encore s'agissait-il, tout au plus, de recueillir des observations, en attirant par relation ou par persuasion quelques sportifs, après l'effort, dans une arrière-salle de café, où l'on pouvait prendre le pouls, écouter le cœur et mesurer la tension artérielle.

Nous devons de la reconnaissance à cette génération de pionniers qui eurent le courage de s'immerger dans une activité — le sport — qui en était à ses débuts, n'était protégée par aucun règlement et était considérée comme marginale, futile et plus ou moins réservée à l'aristocratie.

L'accroissement progressif de la pratique sportive puis l'accélération impressionnante de ce phénomène depuis vingt ans ont placé la médecine sportive dans une position difficile. Elle est cependant la sagesse de s'appuyer

sur des textes précis dont le plus important impose que tout sportif soit possesseur d'un « certificat médical annuel préalable à la compétition » s'il veut s'adonner à celle-ci.

Pour satisfaire cette obligation, les pouvoirs publics, et en particulier le bureau médical de la Jeunesse et des Sports, s'efforcent de favoriser l'implantation de centres médicaux sportifs et de centres de surexposition où l'on peut bénéficier d'un examen gratuit pratiqué par des médecins compétents quasiment bénévoles. De plus, une commission médicale est chargée, au sein de chaque fédération, d'étudier les problèmes liés à la pratique du sport concerné et d'en assurer la surveillance.

Mais, dans un cas comme dans l'autre, le problème capital réside dans l'extraordinaire augmentation de la demande émanant des millions de licenciés, demande qui n'est époncée qu'à 15 ou 20 %, au maximum, par les centres médicaux. Ce sont donc les praticiens qui sont souvent sollicités par les sportifs pour cet examen.

L'homme sain à l'effort

Une difficulté d'une autre nature s'ajoute à celle-là : en dehors de la médecine de masse, se crée une médecine de l'élite.

De tout temps, les médecins et, singulièrement, les physiologistes furent passionnés par l'étude du sportif, qui représente l'homme sain à l'effort, l'exercice effectué pouvant être calibré et la performance mesurée. Il est « naturel » d'adresser pour cela au champion, à cet être « hypernormal », présumé porteur de toutes les qualités physiologiques.

Mais, habitué à cette présence médicale, le champion décide très vite de la solliciter pour amé-

liorer encore sa performance. La médecine du sport devenait, pour lui, facteur de progrès. Tout cela est logique. Chaque découverte débouche sur une théorie elle-même applicable à l'entraînement. Mais tout cela est dangereux, car mettre la médecine au service de la performance encourage les excès. De plus, la médecine de l'élite n'est plus seulement celle des champions. Elle devient de plus en plus celle des apprentis champions. Or l'effarante inflation de la valeur financière du sportif d'élite « détermine chez le jeune qui en rêve une « recherche à tout prix » de la performance. Le dopage étant, de manière imparfaite, mais néanmoins tenace, poursuivi et sanctionné, l'on se retourne vers la science et l'on demande au médecin un soutien biologique et, parfois, un « dopage » propre ».

Arrivée à ce point, il convient que la médecine du sport décide de sa voie :

— Ou bien, à coups de dévouement, elle essaiera de poursuivre une route incertaine en se frayant son chemin à travers les exigences présentées... les traquenards tendus par le sportif, l'entraîneur, le dirigeant, les pouvoirs publics, les journalistes, les confères, les « paramédicaux ». Souvent ballottée, parfois incomprise, suspectée de temps en temps, rarement confortée, le médecin du sport fera de son mieux et la médecine du sport végètera. Elle rendra encore service, mais sera de plus en plus débordée par l'ampleur et la multiplicité de ses tâches : il est alors à craindre que des « médecines parallèles » du sport ne soient sollicitées et ne fassent dévier la médecine du sport en sacrifiant son indépendance.

— Ou bien, conscient de son utilité publique, le médecin du sport exigera, dès maintenant, que son travail soit reconnu, valorisé, intégré aux grandes options de la santé publique et qu'il bénéficie des moyens matériels et moraux indispensables au succès de son action.

Ces exigences s'appliquent aux cinq principaux objectifs de la médecine du sport :

1) Prévention. — Elle pourrait motiver la médecine scolaire ou même prendre son relais puisque celle-ci connaît les difficultés que l'on sait. Plus tard, les bilans de santé de la Sécurité sociale, idée généreuse insuffisamment exploitée, apparaîtront plus utiles à un quadragénaire, s'ils lui sont présentés comme débouchant sur une aptitude ou une inaptitude plus ou moins nuancée à la pratique du sport ou simplement de l'exercice, que s'ils ne représentent qu'une évaluation sans conséquence concrète.

2) Orientation. — Le médecin du sport ne peut plus se contenter de rechercher l'insipidité. Le « droit au sport » se fera de plus en plus sentir. Quels que soient

son âge, son passé, son occupation, son niveau de fortune ou même son handicap, le sujet exigera que le médecin lui indique le sport qu'il peut pratiquer. Le médecin sera appelé non plus à rédiger un certificat d'aptitude, mais une ordonnance de sport.

La capacité d'avenir d'un sujet

Parmi ces examens approfondis, il convient de faire une place particulière à la mesure de la consommation maximale d'oxygène, dont l'intérêt est évident, mais qui présente le danger de donner une évaluation de la capacité « avenir » d'un sujet. Il est en effet risqué de dire à un jeune : « Voilà quelle sera ta limite en sport ». Outre que la preuve de la certitude de telles prévisions n'est pas encore apportée, une telle affirmation risque de décourager le jeune et lui fera parfois renoncer à toute activité sportive ou lui donnera, au contraire, de fausses espoirs. Il faut donc se montrer prudent en la matière.

4) Thérapeutique. — C'est en ce domaine que la médecine du sport est la plus proche de la médecine habituelle. Seules les circonstances d'apparition du traumatisme ou de la maladie et de leur fréquence, les problèmes de rééducation, l'exigence absolue du sportif d'être rétabli vite et complètement, éclairent d'un jour particulier la thérapeutique médico-sportive.

5) Recherche. — Elle est, comme ailleurs, fondamentale ou appliquée. Mais il faut considérer que la recherche médicale sportive s'exerce non seulement dans les laboratoires de physiologie mais aussi sur le terrain, même si les examens sont sim-

3) Contrôle de l'entraînement. — C'est là que s'appliquent le plus directement les découvertes survenues. Il faut qu'il en soit ainsi et, dans peu de temps, les sportifs de haut niveau se bénéficieront plus seulement d'un électrocardiogramme mais d'un mécano-gramme, d'un photocardio-gramme, d'un échocardiogramme, etc.

et même si le médecin n'est pas un chercheur professionnel, mais tout simplement généraliste et praticien.

C'est, enfin, en ce qui concerne l'enseignement des médecins du sport que l'effort doit être immense. Les professeurs chargés d'enseigner la spécialité de « biologie et médecine du sport » appartiennent, dans une proportion de 80 %, à la discipline de la physiologie. Il est vrai que les physiologistes sont directement intéressés par la médecine du sport. Mais tout monopole serait fâcheux. Adjoindre la médecine du sport à une chaire de physiologie est convenable, facile et moins cher. Mais lorsqu'il s'agit de désigner de manière massive des agrégés et des enseignants de la médecine du sport, il conviendrait de prendre en considération le passé médico-sportif du candidat et sa qualité de praticien en la matière. La variété de l'origine des médecins s'intéressant au sport est manifeste lorsque l'on sait que les quelques mille huit cents membres de la Société française de médecine du sport sont des généralistes, des spécialistes des hôpitaux-universitaires, des médecins scolaires, militaires, du travail, de la Sécurité sociale. Il faut donc, par ailleurs, donner à tout étudiant en médecine une information médico-sportive et recycler les praticiens.

Choisir la bonne voie

Ainsi, à cette croisée des chemins, la médecine du sport doit-elle choisir la bonne voie. Cela ne dépend pas seulement de sa propre structure, mais beaucoup de celle du sport, avec les aspects politiques que cela comporte.

Définir et imposer une réelle présence du sport à l'école, définir et clarifier les attributions et les responsabilités du pouvoir sportif, définir une politique préventive réelle et active, et y donner sa place à la médecine du sport, assurer aux visites préventives sportives le remboursement par la Sécurité sociale, définir ou préciser les règles de la « profession de champion » en instituant

(*) Ancien président de la Société française de médecine du sport.

Le concours des sciences humaines

L e comportement de nos équipes représentatives lors des grandes confrontations internationales nous amène périodiquement à rechercher les moyens à employer pour améliorer le niveau de notre élite. On s'interroge par voie de conséquence sur le succès de quelques pays dont la faible population ne peut expliquer la réussite. Avançons une hypothèse sur ce dernier point. La conduite des membres d'une société est influencée par le système de valeurs qui y règne. Dans les sociétés industrielles, la réussite constitue un élément central et, pour cette raison, le sport s'y est spontanément développé. Mais le besoin de réussite varie d'un pays à l'autre suivant le climat idéologique. McClelland, psychosociologue américain, a longuement étudié ce besoin d'accomplissement et a notamment montré que la conversion idéologique d'un pays était accompagnée d'une élévation du besoin de réussite des habitants, ce qui avait pour conséquence d'entraîner un développement économique. Dès lors, l'un des raisons capitales de la réussite sportive de pays tels que la R.D.A. et Cuba pourrait être l'élévation de cette motivation d'accomplisse-

ment, élévation due aux transformations idéologiques qui s'y sont récemment produites.

Mais il n'est pas psychologique d'un pays est plus favorable qu'une autre à l'élévation de talents sportifs, il n'en demeure pas moins qu'un système rationnel peut permettre la constitution d'une élite capable de supporter la confrontation. Il convient pour cela de disposer d'un modèle expliquant le cheminement d'un champion depuis l'anonymat jusqu'à la plus haute réussite. Cela oblige à répertorier, d'une part, les forces qui poussent un individu à s'entraîner, à consacrer une grande partie de

Motricité

L'analyse de la structure de la motricité est particulièrement importante. Certains insistent beaucoup sur la consommation maximale d'oxygène, critère défini par les physiologistes (1). Ce facteur est certes important, mais il n'explique pas la réussite dans de nombreux sports. Pour y parvenir, il faut faire appel à un modèle d'organisation des conduites motrices athlétiques. Le travail le plus rigou-

LUTTER CONTRE LA MISÈRE CORPORELLE

par RENÉ MOUSTARD (*)

C HAQUE fois qu'il est question du déclin du sport français, certains évoquent à cette occasion le problème des fondations. Ils ramassent, à juste titre, que, tant que de nouvelles bases n'auront pas été construites, il est vain d'espérer un arrêt de la courbe descendante, condition pour amorcer un redressement.

Aborder le problème du changement dans le domaine des activités physiques et sportives, c'est, en premier lieu, prendre conscience de la réalité. Dans la France d'aujourd'hui, qui comprend cinquante-deux millions d'habitants, onze millions d'élèves et d'étudiants, vingt-deux millions de personnes actives, dont dix-huit millions de salariés, la masse des enfants ne reçoit pas une formation physique minimum, en rapport avec ses besoins, et la masse des adultes ne bénéficie pas des bienfaits de l'activité physique (88 % d'entre eux ne pratiquent pas, de façon régulière, une activité).

Ceux qui sont le plus défavorisés, bien sûr, ce sont les enfants des travailleurs et les travailleurs eux-mêmes, en particulier les plus pauvres. Il existe une misère corporelle pour des millions d'entre eux.

La misère corporelle, cela veut dire que les risques de maladie sont plus nombreux, que le vie est souvent plus courte, que les fatigues sont plus lourdes à supporter, que les loisirs sont moins vifs, que le travail est plus difficile, que l'insécurité est plus grande, que les loisirs comme le travail, sont moins riches.

La rentrée et le manque de moyens

Cette situation trouve son prolongement dans la vie sportive, dans l'activité des pratiquants et des associations, dans le mouvement sportif dans son ensemble. La rentrée, pour les dizaines de milliers d'associations, c'est le manque de moyens : pour les éducateurs, professionnels et bénévoles, c'est souvent le manque de l'impossibilité d'accomplir la mission qu'ils ont choisie ; pour les sportifs de haut niveau, issus de milieu populaire, c'est l'impossibilité de concilier études ou profession et haute compétition.

Aussi bien, rien ne pourra vraiment progresser dans le domaine du sport si l'on ne modifie pas la situation faite à l'ensemble des travailleurs, si l'on ne change pas leurs conditions de vie et de travail, si l'on ne s'organise pas pour faire de l'activité physique un réel iso-

teur de la qualité de la vie. Rien non plus ne pourra progresser dans la vie sportive, comme dans la vie corporelle, si l'on ne prend pas des mesures appropriées pour que le domaine des activités physiques lui-même s'organise, se développe, se prenne en charge, se démocratise.

S'attaquer aux inégalités et à la ségrégation

Changer, dans une perspective démocratique, cela veut dire s'attaquer aux inégalités et à la ségrégation pour créer les conditions pour l'éclosion de tous les pratiquants des activités physiques, et cela à partir des moyens, et des richesses créés par le travail de tous.

Cela suppose la mise en œuvre de moyens importants pour dégrader les ressources financières et commencer un effort considérable d'éducation, libérer le mouvement associatif de la pesante tutelle de l'Etat, démocratiser l'ensemble du mouvement sportif. Nous pensons que cela est possible, parce que deux conditions de base existent dans notre pays :

1) La France dispose de ressources matérielles et humaines considérables. Il faut que ces ressources soient mises au service du pays et du bien-être de ses habitants ;

2) La prise de conscience de l'importance de ces problèmes, l'aspiration à la pratique des activités physiques et sportives, l'exigence d'une vie meilleure grandissent.

Les travailleurs veulent à la fois travailler et mieux travailler. Ils veulent se soigner et être en meilleure santé. Ils veulent des loisirs et de meilleurs loisirs. Ils veulent vivre et mieux vivre. Ils ne veulent plus obéir sans savoir, ils veulent pouvoir intervenir.

Metre les activités physiques au service de la santé, du bonheur et de la qualité de la vie, cela pose des problèmes de moyens financiers, mais aussi d'urbanisme, de développement de la vie associative, d'élargissement des libertés, de conceptions de nouvelles formes de pratique de formation, d'un nombre conséquent d'éducateurs qualifiés, de construction d'équipements adaptés.

Nous estimons que c'est seulement par une discussion démocratique associant l'ensemble des secteurs et des organisations concernées que l'on peut élaborer de vraies propositions.

Nous sommes prêts quant à nous, et depuis longtemps, à aborder cette discussion.

(*) Président de la Fédération sportive et gymnique du travail (F.S.G.T.).

2 ouvrages

de S.Ch.Kolm

pour comprendre

avant le 12 mars 78

la transition socialiste

Il faut avoir lu S. Ch. Kolm.

J. Marou (Le Nouvel Obs.)

« Riche de suggestions. »

J.P. Chevènement (Le Monde)

« Passionnant ! »

J.F. Revel (L'Express)

« Exception remarquable, conclusions édifiantes. » A. Savvy (L'Express)

« S.-Ch. Kolm ouvre le champ du progrès social réel et durable. »

J. Bérail (La Dépêche du Midi).

«...accumulant les réflexions et les démonstrations...thèse érudite d'impressionnants développements. »

P. Vianson-Petit (Le Monde)

LES ELECTIONS SONT-ELLES LA DEMOCRATIE ?

CERF

A L'ASSEMBLÉE NATIONALE TUNISIENNE

Les députés destouriens ont cloué au pilori les dirigeants de la centrale syndicale

De notre envoyé spécial

du sucre (200 000 tonnes exportées, dont 115 000 tonnes garanties par la C.E.E.), de la viande, des fruits, de l'amante, du minerai de fer... Le Swaziland s'enrichit et se développe. Ses mines attirent les investisseurs étrangers : les mines sud-africaines, contre 70 000 veldt trois ans. Les mouvements de libération africains sont actifs dans le pays. Les tensions raciales ont été établies avec le Mozambique voisin depuis son accession à l'indépendance. La santé vole en éclats. Le régime est un petit royaume au bord de Maripato.

Les liens avec l'Afrique du Sud demeurent cependant les plus importants. L'économie repose sur l'industrie touristique, une

Tunis. — En quelques instants, plusieurs centaines de militants du Parti socialiste destourien (P.S.D.), mobilisés pour la circonstance, envahissent la galerie réservée au public dans le palais national de la République tunisienne. Au moment où M. Hedi Nouira, chef du gouvernement, fait son entrée, une immense ovation éclate dans la salle. On applaudit un seul homme, les militants destouriens scandent le cri magique : « Hommage au Combattant suprême ! ». « Ya-ya-ya... » « Ya-ya-ya... » Sous les lustres de cristal, quatre-vingts députés, une vingtaine de ministres et autres hauts fonctionnaires du régime se lèvent, tandis que le chœur des militants entonne :

De notre envoyé spécial

... » Développant la thèse du complot proussien, le généralissime des armées allemandes a été mis en exécution après l'acquisition de moyens subversifs — armes et grandes lucy-mogues — et une préparation psychologique des conscrits. L'organisation de rassemblements et d'installations. Des groupes d'assauts ont répondu à des instructions synchronisées. Il s'agit d'une attaque répressive violente contre l'État. Les coupables auront à en répondre devant la justice.

Il a ajouté ensuite : « Les tirailleurs communistes ont été mis en cette affaire. » Cette

denier, prédisant à pas armés M. Toubi, ancien responsable de l'U.G.T.I., de réclamer que le dirigeant de la centrale comparaisse devant la Cour de sûreté de l'Etat. On ne peut en dire autant de M. Abdoulhadi Thiam, dans la mesure où M. Habib Achour et ses compagnons ne voient officiellement reprocher d'avoir organisé « la subversion » que le chef de la centrale contre l'Etat. Toutefois, aucun chef d'accusation n'a jusqu'à présent été prononcé. Comme un « système », l'Assemblée nationale voté à l'unanimité la levée de l'immunité parlementaire des quatre députés arrêtés, MM. Habib Achour, Kheirredine Sahbi, El-Mouhammadou et Abdelaziz Bouraoui.

Le premier ministre a également rendu hommage aux forces armées de la Libye pour leur fidélité dans l'accomplissement de leur devoir national sacré » et pour la patience qu'elles ont montrée « au défi des agresseurs ». On attendait une éventuelle mise en cause du régime de Kadhafi, du culler de la Libye. A cet égard, M. Noutou a préféré l'allusion discrète à l'accusation directe, se contentant de fustiger « les ennemis de la Tunisie » qui menacent « son indépendance et sa liberté ». On ne peut que constater que M. Noutou, qui ont assuré que la Tunisie allait se transformer en un

rieur, dont le limogéage, le 23 décembre, avait précipité le crêpe noir.

Je lui ai demandé, a-t-il dit, comment il avait pu, à son poste, ne pas avoir connaissance de l'introduction d'armes dans le pays. Il s'est tu. Ce sont de têtes étanches qui ont soutenu cet jeu d'écrit. M. Melkikhov, le chef de la garde, dans la salle, n'a rien répondu. Après cette première mise en cause, on peut légitimement s'interroger sur le sort qui guette l'ancien ministre de l'Intérieur. Ne se retrouvera-t-il pas, un jour, par hasard, en sous-sol, le banc des accusés en compagnie de M. Achour ?

ntre Liban ». Ces propos visent
 explicitement M. Mohammed
 el-Assad, ancien ministre des
 Affaires étrangères, et son
 frère, l'ancien roi Tunc et tra-
 duit, écarté du pouvoir en 1974. En
 revanche, plusieurs députés se
 sont montrés plus incisifs, cri-
 tiquant l'action de « cet individu »
 et « les déclarations inadmissi-
 bles » d'un ancien ministre.
 L'opposition d'extrême gauche, M. An-
 toin Mestiri qui anime le Mouve-
 ment des socialistes (démocrates),
 des interventions des élus ont
 donné lieu à un déchaînement
 contre la direction de l'U.G.P.R.
 Le temps s'est alors accéléré.
 « Je confirme l'un deux, il
 faut couper le corps de cette vi-
 vere. »

Sur le plan purement syndical, les propos de M. Nourin ont confirmé que la reprise en main par le pouvoir de l'U.G.T.T. est en bonne voie. « Ni l'U.G.T.T., ni ses principes, ni ses structures ne doivent être remis en question, a déclaré le secrétaire général de l'U.G.T.T. : « est un acquis du peuple et l'un des piliers fondamentaux de notre unité nationale. L'organisation et sa base sont saines. Je souhaite que ses responsables ramènent l'action syndicale à la seule tâche de la production. »

Après avoir appelé de ses vœux « l'U.G.T.T. toujours et toujours », se concluant « en interlocuteur valable et compétent », M. Nourin a déclaré : « Il faudra

L'usage on ne peut plus faire. Pour le gouvernement tunisien, il n'est pas question que l'U.G.T.T. se pose de nouveau, comme tout au long des dernières années, comme un parti restaurateur ou conteste le régime. L'émergence de la centrale syndicale en tant que force d'opposition, avait introduit une contradiction fondamentale qui mettait en péril le fonctionnement du système mis en place depuis vingt-deux ans par le président Bourguiba. Dans l'esprit du combattant suprême, l'U.G.T.T.

de l'U.G.T.T. — et l'un des deux
seuls membres du comité exécutif
rallié aux vues du gouvernement
— l'a assuré qu'« il n'y avait pas
de contradiction entre les respon-
sabilités politiques et les respon-
sabilités syndicales ». En brisant
la direction de l'U.G.T.T., le gou-
vernement s'offre peut-être une
appréciable répit. Encore faudrait-il
s'attaquer aux problèmes de
fond — inégalités sociales, chô-
mage, marginalisation des Jeunes,
etc. — qui sont à l'origine de la
crise et à propos desquels
M. Noulra est resté muet.

Washington (Reuter.). — Le gouvernement américain est en pourparlers avec les autorités du Sahab pour la vente de matériel de guerre anti-guérilla et en a informé le Congrès. Selon un porte-parole du département d'Etat, M. Hodding Carter, le fait que de telles discussions soient ouvertes n'implique en rien un changement dans l'attitude de neutralité observée par les Etats-Unis à propos du conflit du Sahara occidental.

... ne fut jamais que la « section
indicate » du parti unique. Dès
le début, ceux que les dirigeants agissaient,
à la sorte que la centrale joue le
rôle d'une véritable hiérarchie
parallèle, aspirant à prendre le
pouvoir sur le parti, le conflit devenait
inévitable. Le régime bour-
geois n'a jamais toléré l'orga-
nisation d'une véritable « oppo-
sition ouvrière ». Tel est le sens
général de la politique contrac-
tuelle, fondement de la stratégie
de M. Nouri. En 1960, M. Tiani

An Lesotho — 1 200 000 habitants sur 30 000 km². La dépendance est totale, l'emploi aussi. Presque moitié de la main-d'œuvre est employée dans des mines sud-africaines, et le deuxième plan quinquennal de développement (1975-1980) ne prévoit aucun rappel même progressif de ces deux cent mille mineurs. L'objectif est seulement de ralentir le taux de croissance du chiffre, tout en absorbant au moins 50 000 nouveaux travailleurs arrivant annuellement sur le marché local. On compte notamment sur

soins, les importations en provenance d'Europe sont frappées de 10 à 30 % de taxes supplémentaires tout en étant sévèrement limitées par Pretoria ? Que faire quand les entreprises sud-africaines sont les mieux outillées, les plus proches, les moins chères ? Importer d'Afrique du Sud représente, dans la majorité des cas, une économie de 30 à 40 % par rapport à celle de l'Europe. M. Christopher Price, député travailliste britannique, membre du Parlement européen : « Le Swaziland, pour prendre cet exemple, n'est jamais qu'un danioustan. Mais vous de-

Cette scène, qui s'est déroulée dans quelques semaines, j'en ai vu quelques-uns, nécessaire pour un étranger, le chemin de Masaru ou de Mbanabe passe nécessairement par Ian-Smitte. On pourrait en dire autant de la route de Gaborone. Les habitants d'Ian-Smitte ont bien la plaque d'identité sérieuse de l'Afrique australe.

A l'autre extrémité du continent, les habitants d'Inyanga et de Bulawayo ont atteint les lies du Cap-Vert, ont 20 % des recettes en devises étrangères proviennent des droits d'essale et des achats d'essence de South African Airways. Dans la région de la Zambie, les habitants des Seychelles vivent en partie de la même touristique sud-africaine. Des crédits sud-africains ont permis à Botswana de devenir le pays d'un complexe hôtelier. Le cuivre du nord-ouest du Suda est exporté par le port sud-africain de Durban pour avoir traversé par voie ferrée les territoires namibien et boésien.

Héritages coloniaux, pesanteurs post-coloniales, plus on se rapproche du Zambéze, plus les exemples de dépendance économique sont nombreux. Les habitants du sud-ouest du Suda ont subi les

[illegible]

Malawi, seul Etat membre de l'Organisation de l'unité africaine à entretenir des relations diplomatiques avec Pretoria, bâtit sa politique étrangère sur deux piliers : 1. un prêt sud-africain équivalant à 12 millions de dollars américains. Au Mozambique, le barrage de Cabora-Bassa alimente la République Sud-Africaine en électricité. 2. le commerce des bijoux, le dit « naturel » de Johannesburg. En Zambie, la République Sud-Africaine demeure le principal partenaire commercial. Sans compter la Namibie et le Botswana, deux autres Etats indépendants sont ainsi liés, bien malgré eux, au pays de l'apartheid.

« L'Etat d'Etat entièrement en pratique, le Swaziland, le Botswana, « otages » économiques de l'Afrique du Sud.

« Les Zambiens ? C'est la capitale de l'Afrique du Sud, le royaume de Robbush II, qui a été fondé il y a dix ans, en bordure de la laquelle s'est construit un petit Las Vegas, sud-africain qui vaut le détour. Moustaches, foulards, bijoux (fureur), M. K. R. (fureur), M. K. R. (fureur) et ancien ministre, connaît ses dossiers africains et, de toute façon, n'est pas le ceux qui s'étonnent facilement en compagnie de huit autres parlements européens. L'est un peu, au moins de ceux qui s'étonnent, au moins de ceux qui s'étonnent, dans les « esclaves », sud-africains.

« Acte de présence européenne sur vos portes de l'après-déjà »

● « Il n'y a aucun prisonnier politique au Sénégal », affirme le ministre de l'Intérieur, M. Daoudou Sow, dans un communiqué publié mardi 31 janvier par l'ambassade de France à Dakar. M. Sow entendait répondre aux accusations portées récemment par les avocats français de la cause sénégalaise, qui ont dénoncé le régime sénégalais, mouvement d'opposition non reconnu, dans ses recours devant la Cour suprême du Sénégal. (*Le Monde* des 26 et 17 janvier.)

des l'encourager à ascender le Soudan... »

M. Anderson, complémentaire de M. Anderson, délégué du F&D à Maseru : « Pour chaque projet on devrait choisir une entreprise européenne, quel que soit le coût supplémentaire, même si ce dernier peut aller à 100 millions de dollars, qu'on n'a pas dans la place, les coûts entraînent le contrôle des sous-traitants est engagé, le désenclavement économique par rapport à l'Afrique du Sud est engagé. »

Mais même si l'Europe est prête à payer au moins une partie de la note, d'autres nuages se lèvent. Aux parlementaires européens, le premier ministre paraguayien, M. Landrau, a dit qu'un

évoquant, tour à tour, « l'amour de la C.E.E. pour le Soudanais » et « la délicatesse de la situation actuelle », du royaume. Son interlocuteur, lui-même, n'est pas plus direct : « L'ambitité doit avoir une substance ». Un plan Marshall. Compenser la dévastation coloniale », pour en venir enfin à l'essentiel : « Chaque fois que les sanctions sont appliquées, il y a des victimes, ils violent tout de suite en nous leurs meilleurs otages. » A Maseru et à Mbabeane, on tremble déjà à l'idée de sanctions économiques, même limitées, à l'encontre de Pretoria. Les Sud-Africains peuvent couper toutes les communications entre ces pays linéotrophes et le reste du monde.

J.-C. POMONTI

● Le porte-parole du ministère des affaires étrangères a déclaré, mardi 31 janvier, qu'« à nos connaissances il n'y a pas eu d'intervention de l'aviation française en Mauritanie » ces derniers jours. Cette déclaration fut suivie à la publication, lundi à Alger, d'un communiqué du Polarisair annonçant une « intervention combinée de l'aviation française et marocaine » contre une de ses colonnes, près de Oum-Draïg, le 31 janvier.

**préparation à la gestion
au niveau le plus élevé
pour jeunes cadres
et jeunes diplômés**

Formation en groupes rapprochant juristes, littéraires, économistes, architectes, vétérinaires, pharmaciens, et X, Agro, A & M, chimistes, ayant ou non une expérience pratique. Programmes professionnels personnalisés éventuellement en partie à l'étranger.

Sélection du type recrutement de collaborateurs basée sur aptitudes et motivation profonde, contrôlée ainsi que la délivrance du diplôme par le Secrétaire d'État aux Universités. Environ un admis sur dix candidats. Financement entièrement assuré par les allocations professionnelles, le budget formation des entreprises et un système de prêts très favorable.

Information facile auprès de 400 Anciens ISA.

INSTITUT SUPÉRIEUR DES AFFAIRES
78350 JOUY-EN-JOSAS. TÉL. LIGNE DIRECTE (1) 956.43.61
OU (1) 956.80.00 POSTES 430, 434, 488, 476
CHAMBRE DE COMMERCE ET D'INDUSTRIE DE PARIS.

isa INSTITUT SUPÉRIEUR DES AFFAIRES

78350 JOUY-EN-JOSAS. TÉL. LIGNE DIRECTE (1) 956.43.61
OU (1) 956.80.00 POSTES 430, 434, 488, 476
CHAMBRE DE COMMERCE ET D'INDUSTRIE DE PARIS.

après inventaire
et jusqu'au 11 mars

350*

TAPIS

D'ORIENT

nous leur, possédant tous leur certificat
d'origine garantissant l'authenticité

sacrifiés de 30 à 50 %

* désignés par un triangle bleu

aux entrepôts Atighetchi

9, rue Léon-Jouhaux (angle Yves-Toudic), place République
Lundi au samedi, 9 à 12 h et 13 à 18 h 30. Tél. : 206.89.90.

prolongation de
notre remise
de caisse de **20 %** consentie sur tous nos autres
tapis, y compris les pièces
rares et de grande valeur

(PUBLICITE)

دعوة للوطنيين العرب السوريين المقيمين في فرنسا

أدعو سادة الجبهة العربية السورية جميع الوطنيين والوطنيات السوريين المقيمين
أو المقيمين في فرنسا إلى مشاركة حلهم الانتخابي في الانتخابات في ١١ مارس ١٩٧٨
الجمهورية وذلك في مقر السفارة ٢٢ بولفار سوريه - باريس ١٦ - بين الساعة ٨ صباحاً
١١ مساءً من الساعة الثامنة صباحاً والخمسة مساءً *

المسألة

INVITATION AUX RESORTISSENTS ARABES SYRIENS
RESIDENT EN FRANCE

L'Ambassade de la République Arabe Syrienne invite tous les
ressortissants et ressortissantes arabes de Syrie résidant en France de venir exercer leur droit électoral au plébiscite présidentiel
et ce au sein des chancelleries de l'Ambassade, 22, boulevard
Suchet, Paris (16^e), le mercredi 8 février 1978, entre 8 h et 20 h.

L'Ambassade.

**Maintenant,
changez votre salon
comme vous aimeriez
changer de partenaire**

Un sofa cinq places en forme de « L » s'achète avec accoudoir à
gauche ou à droite ; mais pas les deux.
Un cinq places s'achète en forme de « L » ou en formule sofa
plus 2 fauteuils ; mais pas les deux.
Notre modèle sur mesure, M P - 145, lui, peut tout faire.
Il peut prendre toutes les formes, car il se compose de poufs et de
dossiers amovibles (qui servent aussi d'accoudoirs) adaptables à
l'un ou aux 4 côtés des poufs en 30 secondes. Sans outils !
Pour simplifier la vie aux indécis... qui changent souvent !

la Boutique du Brésil

43, av. Friedland, Paris 8^e. Tél. : 359.22.10.

Ne laissez pas
vos yeux
se fatiguer

Les verres STUDIO T,
nouvelle exclusivité Leroy,
améliorent votre vue
et reposent vos yeux. Existent
dans toutes les puissances, en simple
et double foyer, et s'adaptent sur toutes les montures.

LEROY OPTICIEN

104, Champs-Élysées, 147, rue de Rennes, 27, bd St-Michel
11, bd du Palais, 18, bd Haussmann, 127, Fg St-Antoine
158, rue de Lyon, 5, place des Terres, 30, bd Barbès

PROCHE-ORIENT

Les pourparlers israélo-égyptiens Les travaux de la commission militaire ont repris discrètement au Caire

Répondant sans doute au sou-
hait, récemment émis par le pré-
sident Carter, d'un retour à une
« diplomatie tranquille », Israël
et l'Égypte ont repris, à la fin
de la semaine dernière, les tra-
vaux de la commission militaire
réunie de nouveau au Caire depuis le
31 janvier.

Il semble qu'aucun élément
nouveau ne puisse intervenir dans
les pourparlers israélo-égyptiens
avant la rencontre entre les pré-
sidents Sadate et Carter à
Camp-David, les 4 et 5 février.
Le voyage du chef de l'État
égyptien aux États-Unis col-
lorera avec celui de M. Moshe
Dayan, ministre israélien des af-
faires étrangères, ce dernier
devant faire une tournée dans
plusieurs villes américaines afin
de recueillir des fonds destinés
à des organisations juives.

« Le véritable problème dans
les négociations égypto-israélien-
nes est la question palestinienne
et le droit de ce peuple à l'autodé-
termination », a déclaré, mardi,
le président Sadate au cours d'une
conférence de presse. Il a ajouté
à propos du Sinaï : « Je ne pense
pas que nous aurons de grands
différends car nos droits sont
clairs, y compris dans la question
des implantations (des colonies
de peuplement). »

A ce propos, la presse israé-
lienne vient d'annoncer qu'avec
l'aval du gouvernement de Jérusa-
lem, trois nouveaux avant-
posts militaires, destinés à ac-
cueillir des colons civils, avaient
été installés récemment, dans la
région de Naplouse, en Cisjor-
danie. Cette information est
venue publique au lendemain des
critiques faites publiquement par
le président Carter sur un projet
de création d'une nouvelle colo-
nie à Shiloh, en Cisjordanie (le
Monde du 1^{er} février). — (A.F.P.,
Reuter.)

A la conférence du Front de la fermeté M. Boufelfika dénonce « le complot ourdi pour liquider la question palestinienne »

De notre correspondant

Alger. — Les délégations des
pays du Front de la fermeté,
conduites par leurs ministres des
affaires étrangères, MM. Boufelfika
(Algérie), Khaddam (Syrie),
Trid (Libye), Mouté (Soudan),
et celui de l'O.L.P., diri-
gée par M. Abdel Moshen Abou
Mazra, ont séjourné toute la journée
du mardi 31 janvier à l'hôtel
Aurassi pour préparer la confé-
rence des chefs d'État qui se réu-
nira à partir de jeudi. Le porte-
parole de la conférence M. Abou
Mazra a déclaré que le deuxième
« sommet » ira « plus loin »
que celui de Tripoli et « formu-
lera des propositions plus
concrètes ». Il a précisé que les
problèmes avaient été abordés sur
le triple plan politique, militaire
et stratégique. A ce propos, le
rôle de l'armée dans la capitale
syrienne, de même, les rapports
entre l'O.L.P. et les dirigeants
sahraouis se seraient améliorés.
Quant au Soudan, il a
toujours soutenu le Front Polisario.
On indique aussi que la
visite du président Sadate à
Rabat, le 2 février, ne pourra que
renforcer la détermination des
délégations à « apporter une
confirmation supplémentaire aux
thèses algériennes ».

Les deux adjoints qui siègent
aux côtés de M. Boufelfika sont
présentés par Mme Gandhi,
Beyrouth, qui connaît bien le
Proche-Orient et les Palestiniens,
et M. Delic, ancien ambassa-
deur au Maroc, familier de l'af-
faire du Sahara occidental.

On précise, de source officielle,
que la position de Damas a
évolué à l'égard de la cause
sahraouie. Le Front Polisario a
été autorisé à ouvrir un bureau
d'information dans la capitale
syrienne. De même, les rapports
entre l'O.L.P. et les dirigeants
sahraouis se seraient améliorés.

« La paix au Proche-Orient ne
peut se faire, a-t-il dit, sans
l'abolition de tous les territoires
occupés et la reconnaissance des
droits du peuple palestinien, no-
tamment le droit au retour et le
droit de créer un État indépen-
dant sur son territoire national ».

Dans son bref discours d'ou-
verture, M. Boufelfika a, à deux
reprises, souligné le lien existant
entre le Maghreb et le Machrek.

A TRAVERS LE MONDE

- Canada**
M. FRANCIS FOX, solliciteur
général (responsable de la gen-
darmerie royale, et de l'admini-
stration pénitentiaire), a an-
noncé lundi 30 janvier, à
Ottawa devant la Chambre
des communes qu'il démission-
nerait de son poste pour avoir
été nommé à la tête de la police
fédérale. Il y a eu une femme
mariée, qui était sa maîtresse,
à avoir. Certains membres de
l'opposition ont suggéré que le
scandale des espionnages d'es-
pionnage menés au début des
années 70 par la gendarmerie
royale, notamment contre les
bureaux du parti québécois à
Montréal, serait la véritable
cause de cette démission.
M. Fox sera remplacé provisoi-
rement par M. Ron Basford,
ministre de la justice. —
(A.F.P., Reuter.)
- Chine**
M. TENG HIAO-PING, vice-
premier ministre, est rentré en
Chine le mardi 31 janvier,
après une visite de six jours
en Espagne. Il séjournera dans
la ville de Tchengtong avant
de se rendre en visite officielle
au Népál, du 3 au 6 février. —
(Reuter.)
- Guinée équatoriale**
L'ÉPOUSE DU PRÉSIDENT
DE GUINÉE ÉQUATORIALE,
Mme Monica de Macias, pour-
rait être séquestrée à Madrid,
estime, mardi 31 janvier, le
quotidien de Barcelone la Van-
guardia, citant des « sources
de l'entourage de l'épouse du
président ». Mme Monica de
Macias se serait enfuie et
aurait gagné l'Espagne, via la
Corée et la Suisse avec l'argent
que le président Macias a dé-
posé dans ce pays. Elle serait
accompagnée du neveu de son
marl et du directeur de la
Banque centrale de Guinée
équatoriale. — (A.F.P.)
- Inde**
LA COUR SUPRÊME a rejeté,
mardi 31 janvier, un recours
présenté par Mme Gandhi,
contre une décision de la
commission de contrôle élec-
toral, lui interdisant d'utiliser
pour son nouveau parti, le
symbole du Congrès, la vache
et son veau. L'ancien premier
ministre a quitté, il y a quel-
ques semaines, le Congrès pour
former son propre parti, qu'elle
considère comme « le véritable
parti du Congrès ». — (U.P.I.)
- Laos**
LE GENERAL IVAN PAV-
LOVSKI, vice-ministre sovié-
tique de la défense, est arrivé
dimanche 29 janvier, au Laos
en « visite officielle officielle ».
Le Laos soutient le Vietnam
dans le conflit qui l'oppose au
Cambodge. — (Reuter.)
- Philippines**
PLUS DE CENT REBELLES
MUSULMANS du sud de l'île
philippine ont été tués, mardi
31 janvier, au cours d'un raid
des troupes gouvernementales
contre un de leurs camps
situés dans l'île de Jolo, ont
annoncé les autorités mili-
taires. — (A.F.P.)
- Rhodésie**
UNE CENTAINE D'ANCIENS
MEMBRES DE LA LÉGIION
ÉTRANGÈRE combattaient
avec les forces rhodésiennes,
croit savoir le Guardian daté
du mardi 31 janvier, qui cite
des sources diplomatiques. Les
quatre britanniques prédes-
tinés à combattre, qui sont
conduits par deux comman-
dants, sont arrivés il y a trois
mois à Salisbury pour être re-
groupés au sein d'une unité
spéciale de l'infanterie rhodé-
sienne affectée à des missions
de commandos. Cent à deux
cents autres anciens légion-
naires sont attendus en Rhodé-
sie, ajoute le quotidien. —
(A.F.P.)

Au Sud-Liban Les relations se dégradent entre les Palestiniens et les communautés musulmanes

De notre correspondant

Beyrouth. — Les Palestiniens
se trouvent confrontés au Liban
à plusieurs dangers. Outre celui
que leur fait courir, à long terme,
la politique égyptienne et les
négociations avec Israël, un dan-
ger plus immédiat se présente :
la tension au Sud-Liban.

En effet, les Palestiniens n'ont
plus à faire seulement à leurs
ennemis traditionnels, les conser-
vateurs chrétiens, mais aussi aux
populations musulmanes du Sud.
notamment Chittes, leurs alliés
naturels, avec qui les relations
se sont dégradées. Comment en
est-on arrivé là ? Les Palestiniens
accusent, pêle-mêle, les « féodaux
locaux, notamment M. Komei El
Assad et l'armée libanaise, les
droits chrétiens, Israël et même
les agents du chah d'Iran ». Tous
cherchent à les entraîner dans
une mauvaise querelle avec
la population musulmane du Sud,
au dépit des efforts de concilia-
tion des partis libanais de gauche
et de l'imam Moussa Sadr, chef de
la communauté chite.

En fait, les Palestiniens eux-
mêmes portent une lourde res-
ponsabilité dans cette nouvelle
dégradation de la situation au
Sud. Les musulmans chittes de la
zone frontalière paraissent sur le
point de se mobiliser contre eux,
les musulmans sunnites de Salda
(Sidon) ont déclenché une grève
de la tension entre musulmans du
Sud et Palestiniens. Les camps
d'entraînement de miliciens chré-
tiens sont pleins, les armes abon-
dantes, et l'on proclame à Beyrouth-
Est, le secteur conservateur chré-
tien de la ville la nécessité de
« libérer » les territoires libanais
encore aux mains des Palestiniens.

Pour l'instant, les troupes sy-
riennes de la Force arabe de
dissuasion (FAD) sont toujours
là et le ministre des affaires
étrangères libanais, M. Fouad
Boutros, a déclaré, mardi 31 jan-
vier, à propos du renouvellement
de la FAD qui expire à la fin
d'avril, qu'il serait « difficile de
s'en passer ». Ce qu'il n'a pas
commenté, c'est la possibilité
même d'un renouvellement de ce
mandat en dépit des tensions af-
crues entre pays arabes, notam-
ment, entre la Syrie et l'Arabie
Saoudite.

LUCIEN GEORGE.

AMÉRIQUES

Nicaragua Washington aurait décidé de supprimer son aide militaire à Managua

Les États-Unis auraient décidé
de supprimer leur aide militaire
au Nicaragua en raison des vio-
lations des droits de l'homme
dans ce pays, gouverné depuis
quarante ans par le clan Somoza.
a-t-on appris, mardi 31 janvier,
à Washington, de source proche
du département d'État. M. Hodi-
dier Carter, secrétaire d'État, par-
ce dernier, refusé de confirmer
ou d'infirmer cette information,
mais a indiqué que depuis un
an toutes les livraisons d'armes
destinées à la garde nationale
du Nicaragua (la principale
force militaire du pays et le sou-
tien le plus sûr du régime), étaient
suspendues.

D'autre part, la Confédération
des travailleurs vénézuéliens a
décidé mardi la boycottage im-
médiate des livraisons de pétrole
au Nicaragua par solidarité avec
la grève générale qui se poursuit
dans ce pays depuis l'assassinat
le 10 janvier dernier, de Pedro
Joaquin Chamorro, directeur du
quotidien la Prensa et principal
leader de l'opposition.

De nouveaux affrontements
entre manifestants et policiers
ont eu lieu mardi dans tout le
pays. A Matagalpa (à 80 kilomè-
tres au nord-est de Managua, la
capitale), un manifestant a été
tué et douze autres ont été
blessés. A Rio-Blanco (à 130 kilo-
mètres au nord-est de Mata-
galpa), des guérilleros du Front
sandiniste de libération (extrême
gauche) se seraient emparés,
après de violents combats, de la
caserne de la garde nationale.

Le gouvernement a annoncé
mardi qu'il allait entamer des
pourparlers contre quatre stations
de radio privées qui ont continué
à donner des informations sur
la grève générale, malgré l'in-
terdiction qui leur en avait été
faite. Les employés de plusieurs
radio se sont réfugiés dans
des caves où ils continuent
à organiser leurs émissions. —
(A.F.P.)

Etats-Unis Un Américain et un Vietnamien accusés d'espionnage au profit de Hanoi

Washington (A.F.P., Reuter).
Des agents du F.B.I. ont arrêté,
mardi 31 janvier, à Washington,
MM. Ronald Humphrey, employé
du service d'information du
département d'État et Truong
Dinh Hung, ressortissant vietnamien
installé aux États-Unis
depuis 1964. Les deux hommes
sont accusés d'espionnage au pro-
fit du Vietnam et risquent la
prison à vie. Les faits qui leur
sont reprochés remontent à 1976.
La plupart des actes d'espion-
nage énumérés dans le long acte
d'accusation émanant d'un grand
jury fédéral concernent la remise
par M. Humphrey à M. Hung de
cables envoyés au département
d'État par les bureaux diplomatiques
américains de Pékin, Hong-
kong, Vientiane, Kuala-Lumpur
et d'autres capitales de l'Asie du
Sud-Est. Ces documents confidentiels
ont été ultérieurement remis
par courrier, sous l'acte d'accu-
sation, à des représentants du
gouvernement vietnamien à Paris.
MM. Dinh Ba Thi, chef de la
mission vietnamienne aux Nations

unies et Phan Thanh Nam,
conseiller à l'ambassade du Viet-
nam à Paris, ainsi que MM. Huynh
Trung Dong et Nguyen Ngoc
Giao, dirigeants de l'Union gé-
nérale des Vietnamiens en France,
sont cités comme « complices non
inculpés ».

La mission vietnamienne auprès
des Nations unies a demandé ces
accusations et affirmé que l'affaire
était « montée de toutes pièces ».
A Paris, M. Nguyen Ngoc Giao n'a
indiqué qu'il était effectivement en
contact avec M. Truong Dinh Hung,
fils de M. Truong Dinh Dan,
ancien secrétaire à la présidence de
la République contre le général
Thieu. M. Giao affirme qu'il envoie
à M. Hung, comme à d'autres
Vietnamiens, des publications offi-
cielles de Hanoi. A l'ambas-
sade du Vietnam à Paris, on dément
formellement les accusations amé-
ricaines, qualifiées de « fabrication
pure et simple ». On indique que
M. Phan Thanh Nam a quitté son
poste à Paris et regagné Hanoi
depuis plusieurs mois.



هكذا من الأصل

DIPLOMATIE

AU COMITÉ DU DÉARMEMENT DE L'ONU La Suède et le Mexique soutiennent les thèses françaises

De notre correspondante

BONN SOUHAITE L'ACCELERATION DES NEGOCIATIONS ENTRE ATHENES ET LA C.E.E.

Bonn (Reuter). — « Le gouvernement fédéral allemand est favorable à l'accélération des négociations pour l'entrée de la Grèce dans la Communauté européenne, de façon que celle-ci puisse en devenir membre d'ici à la fin de 1978 », a déclaré M. Caramanlis, premier ministre grec, après son entretien avec le chancelier Schmidt, mardi 31 janvier, à Bonn. Le chancelier a exprimé, de son côté, l'espoir que la négociation serait conclue quand la R.F.A. présidera le conseil de la Communauté, pendant le second semestre 1978. « Je me rends compte des difficultés à surmonter, a-t-il dit, mais il est dans l'intérêt de la stabilité démocratique de la Grèce que les négociations ne traînent pas. »

M. Natali, membre de la Commission de Bruxelles chargée de l'élargissement de la Communauté, rencontrera, jeudi, à Paris, M. Barre et M. J.-P. Deniau, secrétaire d'Etat aux affaires étrangères.

Les prix européens. — Le prix Charlemagne 1978 a été attribué mardi 31 janvier par la municipalité d'Alz-la-Chapelle à M. Caramanlis, premier ministre grec pour sa contribution à l'unité de l'Europe. Le prix Joseph Bech a été décerné à M. Claude Cheysson, membre français de la Commission européenne, pour son action en faveur de l'intégration européenne et du développement des relations entre la Communauté et le tiers-monde. D'un montant de 20 000 deutschemarks (44 000 F), le prix qui porte le nom de l'ancien premier ministre luxembourgeois est attribué par un jury international. — (A.F.P.)

Genève. — Si le plan français prévoyant le remplacement du Comité du désarmement des Nations unies n'a pas été officiellement examiné à la septième session de ce comité, mardi 31 janvier, au Palais des Nations à Genève, il n'a pas été ignoré pour autant. Ce n'est pas par hasard que le Mexique et la Suède se sont opposés, au cours de cette réunion, au maintien de la coprésidence, assurée depuis 1962 par les Etats-Unis et l'Union soviétique. Cette coprésidence des deux super-grands constitue à leurs yeux l'obstacle principal à la participation de la France, qui refuse toujours d'occuper le siège qui lui a été attribué, et à celle de la Chine, qui ne figure pas parmi les membres du Comité.

Ces pays estiment également que les deux grandes puissances, grâce à la formule actuelle de coprésidence, sont parvenues à empêcher la conférence de traiter de problèmes aussi importants que ceux qui ont trait aux armes et aux expériences atomiques et aux armes chimiques. Ces problèmes sont en effet traités de manière bilatérale, hors de la conférence, et il ne reste plus aux autres Etats membres, mis ainsi devant le fait accompli, qu'à ratifier des accords américains-soviétiques.

Mme Inga Thorsson (Suède) a déclaré à ce sujet : « Nous vivons dans un monde qui a changé. Une modification de ce système, lequel a pu paraître naturel à un siècle, doit intervenir pour tenir compte de la situation politique actuelle. Une base de dis-

cussions possibles pourrait être un bureau formé de quatre membres, soit un président et trois vice-présidents. La présidence pourrait être assurée à tour de rôle chaque mois ou à chaque séance par chacun des membres du Comité, pris dans l'ordre alphabétique. »

M. Alfonso Garcia Robles (Argentine) a suggéré pour sa part une rotation de la présidence qui exclurait les puissances nucléaires. La plupart des Etats neutres ont adhéré à ce point de vue, tandis que les deux coprésidents, tout en reconnaissant que les travaux ne progressaient pas de manière satisfaisante, l'ont rejeté.

ISABELLE VICHNIAC.

LE PRÉSIDENT MOBUTU A DÉJEUNÉ A L'ÉLYSÉE

Le général Mobutu, chef de l'Etat du Zaïre, est arrivé ce mercredi 1^{er} février en visite officielle en République fédérale d'Allemagne. Il avait terminé la veille un bref séjour privé en France et avait été l'hôte à déjeuner de M. Giscard d'Estaing, à l'Élysée.

Il s'agissait de la première rencontre entre les deux chefs d'Etat depuis la visite à Paris en juin dernier du président zaïrois venu remercier M. Giscard d'Estaing de l'appui logistique apporté par la France aux troupes marocaines au Shaba (ex-Katanga). Il s'est entretenu avec le chef de l'Etat français des relations franco-zaïroises et de l'évolution de la situation — « particulièrement préoccupante », a-t-il dit — dans la zone orientale de l'Afrique. Le président Mobutu a déclaré, en sortant de l'Élysée, que le calme régnait au Shaba et a qualifié le fils de Moïse Tshombé, qui avait lancé des « rumeurs alarmistes » sur la situation dans cette région, de « nouveau diable » (le Monde daté 1^{er} février).

[Le « Libre Belgique » publie dans son numéro du 1^{er} février une déclaration de M. Jean Tshombé dans laquelle celui-ci affirme avoir été « séjourné » par la sûreté zairoise, qui lui aurait fait parvenir de fausses informations sur la situation au Shaba, et cela, dans le but de le discréditer.]

A PARTIR DE DEMAIN DANS LE MONDE VOUS POURREZ CHOISIR SÉRIEUSEMENT UNE BONNE VOITURE D'OCCASION.

AUDI 20 L 4 P. BERL. 301 1975 - 1 ^{re} main - coul. ext. jaune - int. tissu noir - 76.000 km. PARIS DÉFENSE OCCASIONS 75-20-75	ALFA ROMEO ALFASUD L BERL. 4 P. 1976 - 1 ^{re} main - coul. ext. blanche - int. drap bleu 30.000 km COLIN-SEJAC 75-20-75	RENAULT 20 TX BERL. 146 1975 - automatique - int. cuir électr. - vitres teintées - coul. ext. blanc - int. tissu noir COLIN-SEJAC 75-20-75
CITROEN GS CLUB BERLINE 1975 - coul. ext. blanche - int. tissu bleu - 17.000 km. GARAGES NATION 20-20-75	CITROEN G SPECIAL BERL. 1977 - 1 ^{re} main - coul. ext. bleue - int. simili cuir 15.500 km CITROEN-NATION 20-20-75	RENAULT 20 TX BERL. 159 1976 - 1 ^{re} main - ext. TX - coul. ext. blanc - int. simili cuir 4.000 km RENAULT-POMPE 20-20-75
DAF 46 SL BERL. 1976 - 1 ^{re} main - coul. ext. sable - int. drap marine RELAIS DES NATIONS 20-20-75	BMW 2002 BERLINE 1973 - 1 ^{re} main - glaces teintées - coul. ext. jaune - int. skat noir - 42.000 km PAX-GARAGE 20-20-75	ALPINE RENAULT 1200 COUPE 1976 - 1 ^{re} main - coul. ext. marron métallisé - int. simili - 48.000 km 20-20-75
FORD CAPRI II 213 GT COUPE 1975 - 1 ^{re} main - coul. ext. marron métal - int. sim. beige 20.000 km MAZDA 1200 4 P GL BERL. 1976 - 1 ^{re} main - coul. ext. bleu métallisé - int. tissu bleu 20.000 km GARAGE LA CHAPELLE 20-20-75	FIAT 127 1300 SPECIAL BERL. 4 P. 1977 - 1 ^{re} main - coul. ext. gris métallisé - int. simili bleu 25.500 km PAUL-DOUMER AUTOMOBILES 20-20-75	BMW 205 BERLINE 1973 - 1 ^{re} main - boîte autom. direction assistée - coul. ext. bleu métal - int. tissu velours bleu - 45.000 km PAX-GARAGE 20-20-75
de 18.000 à 20.000 F	FORD TAUNUS 1600 GL BERL. 1977 - 1 ^{re} main - coul. ext. bleu métallisé - int. simili bleu 18.000 km R.V.A. 20-20-75	CITROEN CX 2400 SUPER BERL. 1977 - drap leather - coul. ext. brun scabré métallisé - int. tissu beige - 27.500 km CITROEN-NATION 20-20-75
AUDI 40 SL 1976 - 1 ^{re} main - coul. ext. beige métallisé - int. simili bordeaux - 58.000 km STE PREMICOULT 20-20-75	LANCIA BETA 1600 COUPE 1976 - coul. ext. marron - int. tissu vert - 60.000 km PAUL-DOUMER AUTOMOBILES 20-20-75	RENAULT 20 TS AUTOM. 1976 - 1 ^{re} main - coul. ext. bleu métallisé - int. drap bleu 48.000 km RELAIS DES NATIONS 20-20-75



LA CENTRALE DES SPÉCIALISTES DE L'AUTOMOBILE.

ad-Liban dent entre les Palestiniens autés musulmanes

correspondant

La situation de ces territoires sous administration israélienne est devenue de plus en plus tendue. Les Palestiniens, qui ont obtenu une certaine autonomie administrative, se sentent menacés par les autorités israéliennes. Les tensions sont particulièrement vives à Jérusalem, où les Palestiniens réclament une reconnaissance de leur statut de peuple et de leur droit à l'autodétermination. Les autorités israéliennes, quant à elles, refusent de reconnaître ces revendications et continuent de renforcer leur présence militaire dans les territoires occupés.

QUES

Nicaragua

bruit décidé de soutien
militaire à Managua

Le gouvernement américain a annoncé qu'il fournira un soutien militaire à la République de Nicaragua. Cette décision a été prise en réponse aux demandes de l'administration nicaraguayenne, qui se bat contre les forces révolutionnaires du Front sandiniste. Les Etats-Unis ont promis de fournir des armes, des équipements militaires et des conseils techniques aux forces gouvernementales.

Etats-Unis

ricain et un Vietnamien
pienrage au profil de

ANAM
NEW YORK
Chaque samedi, du 21 janvier au 25 mars.
1 semaine avec hôtel
1999F.
dans toutes les agences de voyages.

La liberté se défend

aujourd'hui l'enseignement libre existe

demain cette liberté est menacée

école libre = libre choix

apel

LA CONTROVERSE SUR LES INSTITUTIONS

Le premier secrétaire du P.S. : la droite cherche à faire peur

Cela dit, par rapport à la situation concrète de 1978 et par rapport à l'hypothèse sérieuse d'une victoire de la gauche, j'ai toujours dit dans mes interventions que cette difficulté constitutionnelle devra être surmontée en faisant confiance à la sagesse et au sens des responsables politiques. Il appartiendra au président de la République de se déterminer dans cette situation concrète. Si cha-

[illegible]

é » la droite tente son pouvoir

« Que l'arrivée au pouvoir d'un gouvernement de gauche soit susceptible de créer des difficultés entre le premier ministre et le président de la République — sur quoi dans la mesure où celui-ci est élu à la majorité absolue dans une élection à la droite, la droite, aurait lui-même pris le risque de devenir, en quelque sorte, le chef de l'opposition, qui peut en donner l'exemple — est le sujet d'un journaliste, François Nitterland a rappelé que, du jour même de l'actuelle Constitution, le problème posé à la veille de la première élection, et que la droite s'en pré-

« Il faut donc répéter que le parti socialiste n'a jamais (ait et

card d'État. C'est au président de la République, si la gauche l'emporte, de déterminer lui-même son attitude et de savoir s'il entend ou non se conformer démocratiquement au choix des électeurs, même si ce choix n'est pas celui qu'il a qualifié de « bon ». Tout cela est une question de sagesse et de bon sens. Le parti socialiste l'a toujours dit. Il le redit aujourd'hui à tous ceux pour qui, au-delà des mots, il y a des idées.

Mai 1981 : Présidentielles

Pour éviter les erreurs, pour lutter
contre les fraudes,

**LE
GUIDE PRATIQUE
DES ÉLECTIONS**

10.000 exemplaires vendus
5^e édition actualisée au 15.1.1978

par A. Jabin
et J. Vacherand,
administrateurs civils
spécialistes du contentieux électoral.

- 250 pages sous reliure mobile avec
carte de poche à jour
- 190 réponses à toutes questions
pratiques.
- Le Code Electoral et les nouveaux
textes actualisés
- Tous les formulaires et leur mode
d'emploi.

ente par correspondance 139 F franco

Editions EUROPA
34 rue Truffaut - 75851 Paris
Tél. 387.43.95 - Télex : 280.022 F

à disposition de la presse

(Destin de KONK.)

gauche. Rien. Quant à la « faille constitutionnelle », je n'y peux rien. Je n'ai pas voté la Constitution, même si je l'applique.»

M. Mitterrand a constaté que le raisonnement des formations de la majorité est le suivant :

« Puisque le président de la République est de droite, il faut élire une Assemblée nationale de droite, sans quoi, attention à la

[illegible]

Flammarion

FLAMMIA

vente par correspondance 139 F franco
Editions EUROPA
34 rue Truffaut - 75851 Paris
Tél. 387.43.95 - Télex : 280.022 F

“Si vous avez envie de conserver de l'argent disponible, vous souhaitez aussi qu'il vous rapporte”

C'est un message de la Caisse Nationale
de l'Energie qui offre des bons
dont les intérêts sont progressifs
(jusqu'à 9,75 % de taux actuariel brut
au bout de 5 ans).

En plus, ils sont parfaitement anonymes, avanta-
geux fiscalement, toujours disponibles et remboursables,
et ils sont émis par un établissement public national*.

Souscrivez auprès de la Caisse Nationale de l'Energie et des
guichets de banques : Banque Nationale de Paris, Crédit Lyonnais,
Société Générale, Caisse Centrale des Banques Populaires et Banques
Populaires de France, Crédit Commercial de France, Crédit Industriel
et Commercial et Banques affiliées, Crédit du Nord, Banque de l'Indo-
chine et de Suez, Banque de Paris et des Pays-Bas, Banque Louis-
Dreyfus, Banque de Neufville, Schlumberger et Mallet, Banque Roths-
child, Société Centrale de Banque, Société Générale Alsacienne de
Banque, Société Marseillaise de Crédit, Banque Vernes et Commerciale
de Paris.

*Caisse Nationale de l'Energie
pour l'équipement de la France

alfa romeo

CONCESSIONNAIRE - LOCATION LONGUE DURÉE

GAP

122 R. VAILLANT COUTURIER
93130 NOISY-le-SEC
PANTIN 843-93-39



ALFETTA berlina 2000

« Manifeste pour une civilisation
expérimentale », 16 F.
« Un implacable régulateur contre
nos civilisations bureaucratiques,
uniformisantes et dérisoires », par
Alex Sparte, l'auteur du roman
« Celui de notre part ».
EDITIONS EUROPEENNES
11 bis, avenue de la Providence,
92180 ANTONY.

Le parti socialiste compte sur vous.



**SOUSCRIVEZ AU FONDS DE SOUTIEN
“POUR LA VICTOIRE DES SOCIALISTES”**

NOM _____ PRÉNOMS _____
ADRESSE _____
DECLARE SOUSCRIBRE POUR LA SOMME DE _____
Ch-joint : CHEQUE ou MANDAT au nom de Charles-Emile LOO - C.G.P. 22 745 51 F La Source - 7 bis, pl. du Palais-Bourbon, 75007 Paris

POLITIQUE

LA CONTROVERSE SUR LES INSTITUTIONS

Un étrange procès

(Suite de la première page.)

Cet émoi est d'autant plus sur-
prenant et apparaît d'autant plus
suspect que le leader socialiste n'a
même pas à se reprocher d'avoir
innové. Il a simplement relancé,
le 30 janvier 1978, un débat consti-
tutionnel qui, depuis quinze ans,
est « retenu sur le tapis » chaque
fois que le corps électoral a été
appelé aux urnes, qu'il s'agit
d'élire le président de la Répu-
blique ou les membres de l'Assem-
blée nationale. La question est
posée de savoir s'il est désormais
criminel d'appeler l'attention sur
les ambiguïtés et les carences
relatives à la Constitution.
Depuis la révision du texte, qui
avait été décidée par référendum
le 28 octobre 1962, et qui portait
élection du président de la Répu-
blique au suffrage universel, aucune
campagne électorale ne
s'est déroulée en France sans que
fût posée une grave question à
l'attention des articles de la loi
suprême n'apportant de réponse
satisfaisante : que se passera-t-il
s'il n'y a pas consensus politique
entre des élus qui tirent leur légi-
timité de la même source, et
notamment entre le président de
la République, le premier ministre
et la majorité de la représentation
nationale ?

Défaut de mémoire ou ignorance ?

Le problème mérite d'être sou-
levé une fois de plus, et l'on n'en
veut qu'une preuve, parmi cent
autres. Sans songer à bouleverser
nos institutions ni à renverser le
pouvoir, l'opposition, d'un côté, et
depuis 1973 la révision du texte de
1958 sur plusieurs points impor-
tants, parmi lesquels l'exercice
des pouvoirs exceptionnels et le
recours au référendum. Si elle
veut honorer ses promesses et
mettre en œuvre une réforme qui
n'a certes pas la faveur de M. Gie-
card d'Estaing, qu'advient-il, si
puisque l'article 89 de la Consti-
tution dispose : « L'initiative de
la révision de la Constitution
appartient concurremment au pré-
sident de la République sur pro-
position du premier ministre et
aux membres du Parlement » ?
Le régulateur de M. Barre
contre M. Mitterrand vise à tra-
verser lui et au-delà de lui « des
parties qui ne veulent pas que
consultation législative mette en
question les institutions ». Le
premier ministre, qui cherche sé-
rieusement à atténuer l'opposition
tout entière, pêche par défaut
de mémoire ou par ignorance. M. Alain Peyrefitte,
actuel garde des sceaux ne sou-
levait-il pas le problème des in-
stitutions lorsqu'il affirmait les
18 et 19 février 1967 : « Si d'aven-
ture la majorité devenait mino-
rité, on ne confierait pas le
gouvernement aux oppositions ? »
M. Pierre Messmer ne soulevait-
il pas le problème des institutions
lorsqu'il évoquait le 17 février 1973
l'éventualité d'une victoire de
l'opposition et déclarait : « Le
désaccord qui apparaît entre
les deux éléments du pouvoir
publique que sont le président et
l'Assemblée devrait être porté
devant le peuple français ? »

Une « soudaine campagne »

Serait-il interdit au premier
secrétaire du P.S. de mettre son
nom dans ce genre d'affaires ?
M. Barre réviserait-il l'imposée à
la France et une fois pour toutes
un régime où la majorité aurait le
droit de refuser l'alternance et
où l'opposition n'aurait que celui
de la réclamer sans le moindre
espoir de l'obtenir ?
S'exprimant, le 22 janvier, de-
vant le « Club de la presse » d'Euro-
pe 1, M. Jacques Chirac avait
soulevé les difficultés que pour-
rait rencontrer M. Mitterrand
après une éventuelle victoire de
la gauche, il en avait conclu
qu'il serait contraint d'ouvrir
« une crise présidentielle » qui
lui permette « d'accéder au seul
poste qu'il peut véritablement
vouloir pour assurer ses objec-
tifs », c'est-à-dire au poste de pré-
sident de la République. Il
avait ajouté : « Ce raisonnement
est une fatalité de l'action telle
qu'elle se présente aujourd'hui
pour M. Mitterrand. »
C'est le droit de quinconque,
et notamment du chef du R.P.R.,
de faire une telle analyse, mais
le premier ministre fait, lui, un
procès d'intention. Il souscrit
d'une certaine manière à l'opini-
on de son prédécesseur à l'hôtel
Matignon, puisqu'il déclare qu'il
est tout à fait logique que

M. Mitterrand « vise le sommet »,
mais il s'extasie, pour ne pas
dire plus, et il travestit les pro-
pos du leader socialiste lorsqu'il
affirme : « Nous savons que le
problème même du respect des
institutions, au sommet, c'est-à-
dire du rôle du président de la
République et de sa présence se
trouve posé. » La vérité est que
ce problème est posé non pas
aujourd'hui, mais depuis la ré-
vision de 1962.
La vérité est aussi que le chef
du gouvernement a tort de cher-
cher à opposer sur le terrain
institutionnel M. Mitterrand et
Marchais, puisque leurs propos
sont parfaitement concordants.
Le secrétaire général du P.C.F.,
a déclaré dimanche dernier sur
les antennes d'Europe 1 : « Nous
ne faisons pas du départ de
M. Giscard d'Estaing la condition
de la participation des commu-
nistes au gouvernement. » Le
premier secrétaire du P.S. avait,
pour sa part, affirmé dès le
8 novembre 1975 : « Je dis que
si la gauche l'emporte elle doit
exiger le gouvernement de la
France, afin d'appliquer le pro-
gramme commun avec le pré-
sident de la République en place. »
« Nous ne mettons pas en ques-
tion la régularité de l'élection
acquiescée en 1974. »

M. Mitterrand n'ayant depuis
lors jamais tenu un autre lan-
gage, on ne s'étonne pas qu'il
ait réagi avec violence mardi soir
aux imputations de M. Barre. On
ne s'étonne pas davantage que la
« Lettre de l'Unité » s'élève contre
une « soudaine campagne » et
révèle une « étrange coïncidence »,
s'il est vrai que lundi matin
le Quotidien de Paris titrait en
première page : « Mitterrand veut
l'Élysée », et que M. Van Den
Essch allait jusqu'à écrire dans
l'« Aurore » : « M. Mitterrand, su-
gère que la présence même à
l'Élysée du chef de l'Etat élu en
1974, dans de toutes autres cir-
constances, ne servirait pas com-
pètement à la gauche, et qu'il
serait préférable de le faire
par la gauche. Ainsi le chef
socialiste radicalise son combat
contre un homme, contre les par-
tis qui déclarent appuyer son
action, contre le défaitisme, contre
les institutions. Il entame contre
M. Giscard d'Estaing un proces-
sus révolutionnaire. »

Avec la caution de l'Élysée ?

Dira-t-on comme le député de
la Nièvre qu'il y a « un coup
monté » ? Il y a en tout cas
une opposition inusitée et pas sur
le seul terrain des institutions et
de l'alternance. Il y aura bientôt
treize ans que M. Mitterrand
combat avec une fortune inégale
pour le socialisme et pour l'union
de la gauche, et il n'aurait pas
digne de la part d'un premier mi-
niste de stigmatiser sa « voca-
tion tardive » et son « ardeur
de néophyte », d'opposer ceux
qui sont socialistes « par voca-
tion » à ceux qui ne le sont que
« par ambition ». La fidélité de
M. Barre au général de Gaulle
n'ayant jamais été vraiment
contestée, en quelle estime tien-
drait-il l'homme qui lui repro-
cherait d'avoir attendu le 31 jan-
vier 1978 pour s'écrier : « Soyons
tous gaullistes ! » et lui demande-
rait si ce cri d'oeur lui est ins-
piré par la conviction ou par
l'ambition ?
Au premier jour de sa cam-
pagne électorale nationale, M. Barre
s'est engagé sur une très mau-
vaise et très périlleuse voie, et
l'on veut espérer qu'il n'y persé-
véra pas. D'autant plus qu'il
enfreint, et gravement, les com-
mandements que le président de
la République avait formulés le
2 janvier : « Quant à cette
consultation qui va s'ouvrir, je
souhaite qu'elle respecte trois
caractères : l'esprit de tolérance,
la recherche de la vérité et le
respect des personnes. »
Le premier ministre ne s'est pas
borné à attaquer M. Mitterrand.
Il a également brandi le vieil
épouvantail du « chaos » alors
que ce terme n'a jamais eu autre
part été utilisé par M. Giscard
d'Estaing que l'on sait désastreux
d'assurer à l'union, la « désor-
dination » et « l'ouverture ».
La question fondamentale qui
est posée est donc de savoir si
M. Barre s'est exprimé ou non
mardi avec la caution de l'Élysée.
Si la réponse est négative, ne
faut-il pas considérer que la
crise institutionnelle est d'ores et
déjà ouverte ?

RAYMOND BARRILLON.

● M. Robert Fabre, président
du Mouvement des radicaux de
gauche, a déclaré, mardi 31 jan-
vier à Beaune : « C'est une chose
de dire que cette Constitution a
des faiblesses, et c'est vrai, car
elle n'a pas prévu qu'il soit facile
de gouverner et de diriger la
France quand le président de la
République n'a pas la même poli-
tique que l'Assemblée nationale.
Mais il y a des solutions à trou-
ver, et si le cas se présente au
mois de mars, nous trouverons des
solutions. Et c'est là que l'arbi-
trage du président de la Répu-
blique est important pour assurer
la continuité de l'Etat. C'est lui
qui a la grande responsabilité de
faire face à la fois aux nécessités
de l'Etat et, en même temps, de
répondre aux vœux du peuple
français. »

...oration des élé
Les non-gaullistes
... décide pas à prendre

...ons, mais pour le bon de

socialisme
&
entreprise
dans le débat
les
cadres
et
le...
socialisme

25, rue du Louvre, 75001

مكتبة الأصل

La préparation des élections législatives POLITIQUE

Les non-gaullistes regrettent que le premier ministre ne se décide pas à prendre la tête du deuxième courant de la majorité

Aux yeux des dirigeants des formations non gaullistes de la majorité, la déclaration de M. Raymond Barre, mardi après-midi au micro de TF1, vaut peut-être moins par ce qu'elle contient (les accusations contre M. Mitterrand) que par ce qu'elle ne contient pas : la prise en charge effective, concrète, du « deuxième courant » de la majorité.

Ce courant, qui rassemblerait gaullistes, centristes et radicaux, existe depuis longtemps déjà, de l'organisation à la République n'est plus un gaulliste et, surtout, depuis que M. Jacques Chirac a conduit sa formation sur la voie de la défiance à l'égard de ses partenaires. Les nécessités électorales et la détermination du R.P.R. à provoquer la nomination « primaires » au sein de la majorité ont amené les non-R.P.R. à s'entendre pour présenter la plus possible de candidats communs et pour ne pas disperser leurs forces aux côtés du parti dominant. M. Jean Lecanuet avait été le premier à dessiner cette stratégie devant le congrès constitutif du Centre des démocrates sociaux, à Rennes, en mai 1976.

Une telle entreprise ne pouvait se concevoir sans un chef de file, un « patron » et celui-ci ne pouvait guère être que le premier ministre. Rapidement, centristes et gaullistes se placèrent sous la tutelle de M. Raymond Barre. C'est alors que devait commencer une longue série d'espérances, de déceptions et d'équivoques à laquelle l'attitude adoptée mardi par le chef du gouvernement pourrait bien avoir mis fin.

A ceux qui, comme MM. Lecanuet ou Solisson, se réfèrent depuis plusieurs mois à son autorité, à ceux qui réclament ses arbitrages, bref à ceux qui le pressent de prendre la tête des non-gaullistes et de les mener à un combat dont l'objectif est autant le réajustement de la majorité au détriment du R.P.R. que la victoire sur l'opposition, à ceux-là M. Barre vient peut-être de répondre « non ». Ou, du moins, de confirmer que sa réponse n'est toujours pas « oui ».

Certes, au cours des dernières semaines, mais après avoir paru hésiter longtemps, M. Barre a donné à plusieurs reprises quelques encouragements à ses partisans : coups de patte au R.P.R. et à son chef, encouragements aux états-majors centristes et gaullistes engagés dans la réduction du nombre de leurs candidats, participation directe ou indirecte à leurs négociations préélectorales et, même, hospitalité offerte à Matignon, dans le désormais fameux pavillon de musique où ont eu lieu la plupart de leurs discussions.

Mais, d'engagement total, point : non plus que de décision en faveur d'un alignement commun. On discute depuis bientôt deux mois de l'opportunité de baptiser « Union pour la démocratie française » (ou autrement) l'entente des non-gaullistes, sans se décider à franchir la passe.

A l'inséparation du début, puis aux quelques manifestations d'autorité, a succédé une sorte de repli. Le premier ministre a semblé choisir la prudence pour en arriver récemment à multiplier les déclarations « obscures » :

« Il soutiendra, dit-il, les candidats qui lui le demanderont. Tous les candidats. A quelque formation de la majorité qu'ils appartiennent, « sans exclusivité ». Le chef du gouvernement est apparu de moins en moins convaincu de la nécessité de se poser en leader d'une fraction seulement de la majorité.

Le discours de M. Valéry Giscard d'Estaing, à Verdun-sur-le-Doubs, avait relancé les espoirs des non-gaullistes. En présentant la majorité comme une alliance de « deux tendances principales », ayant chacune ses « préférences », et son « message », le chef de l'Etat avait conduit les responsables gaullistes et centristes à penser que leur stratégie était élargie, que la deuxième tendance était encouragée à approcher son union et que, tout naturellement, M. Barre — d'ailleurs d'instinct par la président dans la même direction — allait, enfin, en prendre officiellement la tête.

« Il faut achever le travail », déclarait M. Jean-Jacques Sarvan-Schreiber dans ces colonnes, le 31 janvier.

« Si Raymond Barre avait eu le tempérament d'un Jacques Chirac, dans les deux heures qui suivent le discours de Verdun il réunissait une conférence de presse, déclarait : « C'est moi la chef du deuxième courant » ; puis il nous convoquait tous dans son bureau pour nous faire comprendre par quelques paroles bien senties... Le responsable non gaulliste qui tient ces propos ajoute : « ...El personne n'aurait branché la R.P.R. lui-même n'aurait pas pris la risque de créer une nouvelle loi à la traïson ! »

Mais M. Barre n'a pas « le tempérament d'un Jacques Chirac ». C'est la moins qu'on puisse dire. De plus, il ne s'agit peut-être pas seulement d'une question de tempérament.

En tout cas, mardi, à l'heure où le premier ministre parlait à la télévision, tel dirigeant centriste, espérant encore en les vertus décisives du discours présidentiel, avait faussé consigne à un membre de son cabinet de lui téléphoner au cas où M. Barre, enfin, annoncerait qu'il prenait la tête de l'alliance giscard-centriste. Déception.

Déception, car le chef désiré ne s'était pas levé. Il s'en était même passé et avait repris ses promesses d'être le soutien de tous... « sans exclusivité ». Il n'avait nullement empoigné le drapeau d'une « Union pour la démocratie française ». Ce ne serait pas encore pour cette fois.

Affaire de tempérament ? Peut-être. Soutien de préserver ce qu'il reste de liens entre le R.P.R. et ses partenaires ? Sans doute. Mais vraisemblablement aussi choix tactique, mûrement réfléchi et élaboré en connivence avec le président de la République : le premier personnage de l'Etat prend de la distance, évite de lier son sort au résultat du scrutin législatif, sauvegarde son apparence d'arbitre. Le chef du gouvernement va, alors, en quelque sorte, « au charbon » à sa place. Il se fait la préface d'une déclaration de M. Mitterrand et brandit la menace de la crise institutionnelle en cas de victoire de la gauche. Ce faisant, il se pose un peu plus en chef de la majorité tout entière. Ce rôle est d'autant plus nécessaire que le chef de l'Etat veut donner le sentiment qu'il s'élève au-dessus du débat majorité-opposition. Mais ce rôle ne peut guère s'accommoder d'une action partielle à la tête des seuls giscardiens, centristes et radicaux. Si demandeurs soient-ils.

TRACTS EN 24 HEURES

Format 21x29,7 cm	Deux couleurs recto seul	Deux couleurs recto verso
10 000 exemplaires le mille à la suite	1 100 F 42 F	1 800 F 43 F
25 000 exemplaires le mille au-delà	1 730 F 32 F	2 445 F 33 F

Ces prix et ces délais s'entendent H.T. composition, photogravure et papier compris, pour des tirages de 10 000 à 1 000 000 d'exemplaires

IMPRIMERIE L'AVENIR GRAPHIQUE
325, rue de Charenton - PARIS 12^e. Tél. : 345-44-45 poste 247

S'ILS NE PEUVENT RIEN POUR VOS CHEVEUX ILS VOUS LE DIRONT AUSSI

L'EXPERIENCE

Les spécialistes EUROCAP du traitement capillaire ont examiné et traité des milliers de cuir chevelu au cours de leur carrière. Ils savent ce qu'est un cheveu sain et un cheveu malade.

L'AVIS D'UN SPECIALISTE

Rien ne peut expliquer la chute des méthodes de l'INSTITUT CAPILLAIRES EUROCAP, si ce n'est leur sérieux et leur efficacité. Pour en bénéficier, il suffit de prendre rendez-vous par téléphone ou d'écrire. Un spécialiste vous consultera et vous informera sur l'état de vos cheveux, sur les pos-

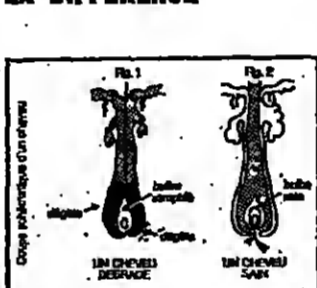
DES SYMPTOMES

Si vous avez des pellicules, des démangeaisons, un cuir chevelu hypersensible ou tendu, des cheveux très gras ou très secs, ce sont là des manifestations d'auto-dérèglement du système capillaire. Mais ce sont toujours des signes certains d'une chevelure en mauvais état.

DES SOLUTIONS

Pour avoir une belle chevelure, les cheveux doivent être en bonne santé. La cosmétologie moderne se propose de cette notion capitale. Elle a mis au point des produits hygiéniques traitant le cuir chevelu et favorisant ainsi la croissance naturelle des cheveux.

LA DIFFERENCE



ibilités d'amélioration, ainsi que sur la durée et le coût du traitement. A suivre. Des traitements sont préparés pour les clients habitant en banlieue ou en province. L'INSTITUT CAPILLAIRES EUROCAP est ouvert sans interruption du lundi au vendredi, de 12 h. à 20 h., et le samedi, de 10 h. à 17 h.

EUROCAP INSTITUTS CAPILLAIRES

4, rue de Castiglione
Paris (1^{er}) - Tél. 260-38-84
LILLE : 15, rue Faidherbe.
Tél. : 51-24-10.
BORDEAUX : 24, place Gambetta.
Tél. : 45-05-21.
TOULOUSE : 42, rue de la Pomme.
Tél. : 25-29-84.
NANTES : 24, rue de Charenton.
Tél. : 75-00-11.
NICE : 1, Prom. des Anglais.
Nantes La Rubi Tél. 80-25-44

QUERELLE DE CLOCHER DANS L'ORNE

«Prions, mais pour le bon choix»

De notre correspondant

Alençon. — Le conseil général de l'Orne, réuni en session extraordinaire, devait se prononcer, dans la soirée du lundi 30 janvier, sur une subvention pour des travaux à l'église romane d'Authieu (Orne), classée monument historique. Le rapporteur avait conclu à l'octroi d'une somme de 25 000 francs. On pensait à une approbation sans discussion, lorsque M. Roland Boudet (C.D.S.), député, conseiller général et maire de L'Aigle, a déclaré : « Oui à la subvention si c'est pour le monument historique, non si c'est pour un lieu qui abrite aujourd'hui un clergé qui n'est réduit à diabler de l'existence ou de la non-existence de Jésus-Christ (...). »

« Aujourd'hui », a ajouté M. Boudet, le clergé ne sort des églises pour attaquer sans risque de contradiction le régime politique actuel et prôner ouvertement un régime qui supprime la religion. Il n'y a plus d'existence de Jésus-Christ. »

« Vous avez dit un mot de trop », a rétorqué M. Boudet, le prêtre ne doit s'engager que pour Jésus-Christ. Je ne voterai pas de subvention pour abriter ceux qui nous boient le derrière. »

Malgré les arguments de M. Boudet, les autres conseillers généraux ont accordé la subvention demandée.

MARCEL VANNIER.

M. Pavis (P.S.), conseiller général d'Argentan, ayant répondu : « J'étais prêt à demander : levons-nous et prions. » M. Boudet lui a répliqué : « Oui, prions, mais pour le bon choix. Vous, vous n'êtes pas dans notre Eglise. »

« Et M. Pavis a répondu : « Je sais, comme vous, monsieur Boudet, que parfois l'Eglise est partisane, mais vous n'avez pas condamné certaines prises de position de votre Eglise. Cela ne me gêne pas, moi, de défilier à côté d'un prêtre engagé ; cela ne me gêne pas de voir un prêtre manifestant pour Giscard. Un prêtre est un homme qui a le droit d'avoir des idées. »

« Vous avez dit un mot de trop », a rétorqué M. Boudet, le prêtre ne doit s'engager que pour Jésus-Christ. Je ne voterai pas de subvention pour abriter ceux qui nous boient le derrière. »

Malgré les arguments de M. Boudet, les autres conseillers généraux ont accordé la subvention demandée.

LES PATRONS CHRÉTIENS

quel que soit le résultat des élections, la mission des chefs d'entreprise restera essentielle.

A l'approche des élections législatives, le Centre chrétien des patrons et dirigeants d'entreprise français (C.C.P.E.), qui compte deux mille adhérents environ, et est particulièrement bien implanté dans le Nord, l'Île-de-France, la Normandie et la région Rhône-Alpes, a publié le communiqué suivant. La campagne électorale doit être pour les chefs et dirigeants d'entreprise « l'occasion d'une double affirmation ».

« Après comme avant la compétition politique, et quel qu'en soit le résultat, la mission des chefs d'entreprise restera essentielle. On aura besoin demain comme hier de dirigeants de ces hommes et de ces femmes au travail, créateurs de biens et de services utiles à la cité, produisant plus qu'ils ne consomment, unis dans une œuvre commune où chacun doit pouvoir trouver une part de sa réussite personnelle. »

« Comme responsables des cellules économiques de notre société, les chefs d'entreprise d'entreprise souhaitent que les débats politiques mettent en lumière des faits indépendants de toute idéologie. L'économie européenne doit relever le défi de son développement au milieu de contraintes connues : celles du coût de l'énergie, de la concurrence extérieure, du poids des investissements sans lesquels il n'y a pas d'avenir possible. »

socialisme & entreprise ouvre le débat

les cadres et le... socialisme

Samedi 4 Février 78

palais des congrès

de 9 heures à 18 heures

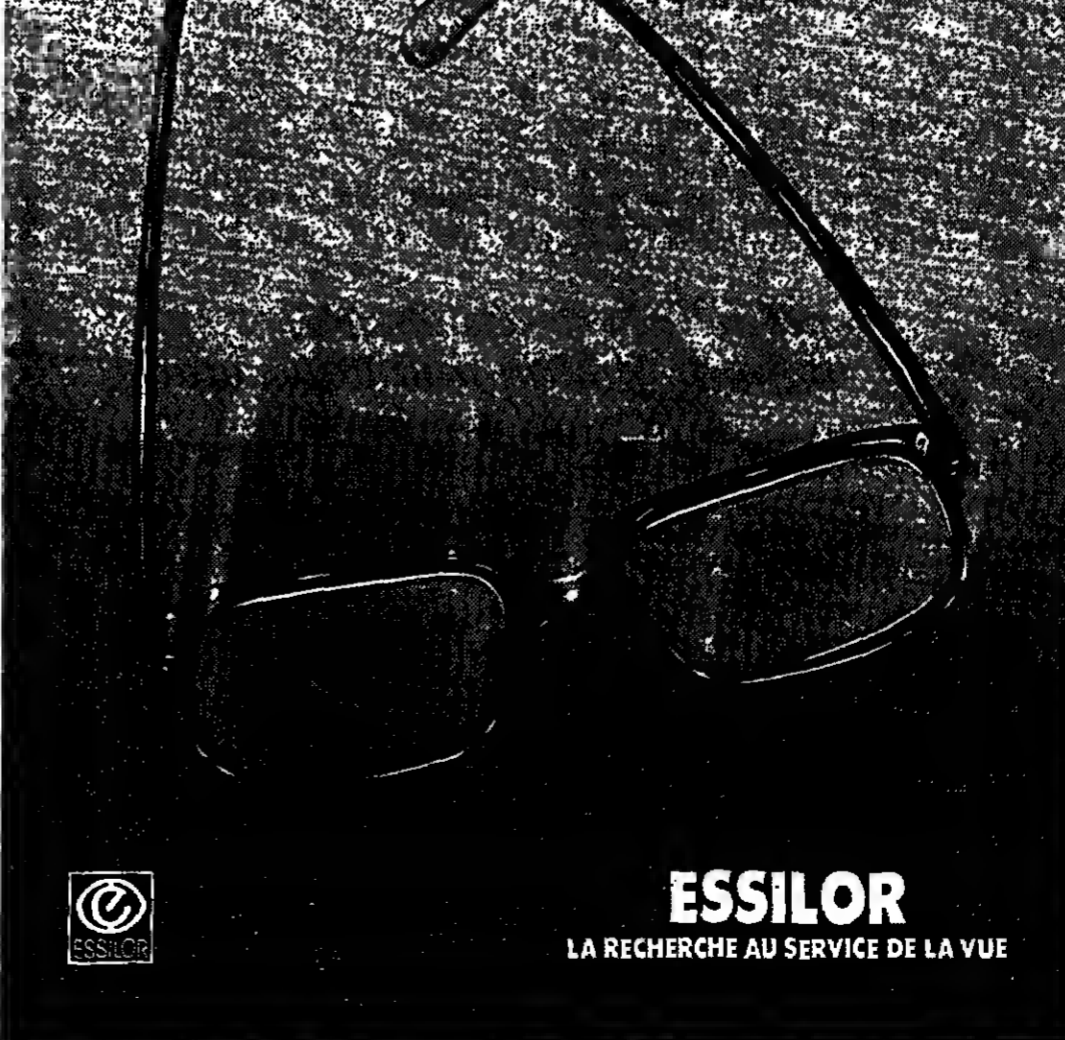
avec la participation de

F. Mitterrand
J.P. Bachy
J. Delors
L. Jospin
G. Martinet
L. Mexandeau
Ch. Pierre
P. Uri

25, rue du Louvre, 75001 Paris - Tél. : 261.42.99

ANTI-CHOC

« Avec les ventes en matière de lunettes, nous sommes en première ligne. C'est pourquoi nous avons créé le service ANTI-CHOC, qui vous garantit la sécurité de vos yeux. Les lunettes ANTI-CHOC sont conçues pour résister aux chocs les plus violents. Elles sont donc recommandées aux enfants, aux sportifs, aux personnes qui travaillent dans des environnements dangereux. Elles sont également recommandées aux personnes qui ont subi un traumatisme crânien. Elles sont disponibles dans toutes les optiques. Elles coûtent un peu plus cher que les autres, mais elles valent la peine. Elles vous protègent les yeux. Elles vous sauvent la vie. Elles sont ANTI-CHOC. »



ESSILOR

LA RECHERCHE AU SERVICE DE LA VUE



manifeste des cadres pour les libertés

Quatre millions de cadres — 13 % de la population active — représentent 15 % de l'électorat français. Un grand nombre d'entre eux, inquiets du contexte économique mais se défiant des programmes de la gauche, ne se sont pas encore prononcés sur la forme de société qui leur sera proposée en Mars 1978. Compte tenu de la faible marge séparant les deux camps, il est clair que le vote des cadres sera déterminant. C'est pourquoi des responsables au sein d'entreprises privées ou publiques, se sont regroupés en dehors de toute organisation syndicale ou politique, dans le **COMITÉ DES CADRES POUR LES LIBERTÉS**. Conscient de la nécessité de dépasser les intérêts catégoriels, le C.C.L. propose le Manifeste des cadres sur lequel tous les candidats devront se déclarer. Les cadres effectueront ainsi leur choix en toute connaissance de cause.

1 liberté de l'entreprise et liberté des cadres

La liberté ne peut se diviser : pas de nation démocratique sans entreprises libres. Les pays résistants le mieux à la crise actuelle sont ceux qui donnent le maximum de responsabilités, donc de moyens, aux cadres des entreprises.

Il s'agit pour nous de :

garantir la hiérarchie des salaires en fonction des responsabilités et des compétences ◆ décentraliser les responsabilités ◆ organiser des unités de travail à l'échelle humaine ◆ lutter avec énergie contre le chômage des cadres ◆ assurer l'égalité des chances aux cadres féminins ◆ défendre les revenus par la négociation au niveau professionnel ◆ stopper l'inflation des prélèvements fiscaux et sociaux ◆ sauvegarder le régime des retraites et verser des pensions proportionnelles aux cotisations.

2 économie de liberté

Pas d'entreprises libres sans économie de liberté. Une intervention pesante et irresponsable de la bureaucratie tend à supprimer les conditions de développement, voire de survie, des entreprises libres.

Il s'agit pour nous de :

séparer le pouvoir administratif du pouvoir politique ◆ forger une économie prospère en multipliant les entreprises libérales ◆ refuser de nouvelles nationalisations, notamment celle du crédit ◆ renforcer le pouvoir des élus face à la technocratie ◆ créer librement toute entreprise même hors de l'encadrement du Plan ◆ faciliter les investissements productifs, générateurs de croissance, d'emplois et de bien-être social ◆ dynamiser les exportations en repensant l'appareil étatique actuel ◆ veiller à l'indépendance financière et technologique des industries françaises ◆ promouvoir l'épargne d'investissement.

3 société libre

Pas d'économie de liberté sans société libre. La finalité de toute organisation sociale est l'épanouissement de l'individu. Il n'est pas question de sacrifier les libertés individuelles au collectivisme.

Il s'agit pour nous de :

protéger la liberté du travail ◆ préserver la pluralité des opinions et l'indépendance des moyens d'information ◆ interdire le détournement du droit de grève à des fins anti-économiques ◆ améliorer les conditions de l'effort humain ◆ maintenir la liberté de l'enseignement ◆ promouvoir la cellule familiale ◆ soutenir une politique délibérément nataliste ◆ respecter les libertés religieuses ◆ doter nos armées des moyens d'assurer l'indépendance nationale ◆ maintenir les valeurs-forces du monde libre.

défendre la société libérale, c'est notre façon de lutter pour la démocratie

CONSEIL D'ADMINISTRATION :

Henri BERNET, Gérard BONNET, Alice BRIQUET, Pierre CALUS, Patrick de CHARRY, Jacques DESMOT, Jacques DROUHIN, Jacques de FERLUC, Jean-Louis FEBVRE, Jacques JOLY, René LIZABAULT, Serge MOYET, Jacques PELISSIE, André PELTRE, Michel PIETRINI, Bernard REIBELL, Denis RIANT, Marc RICHTER, Xavier de La ROCHE BROCHARD, Francis VERNHOL.

Si vous désirez soutenir notre action, adhérez au CCL en nous faisant parvenir votre carte de visite accompagnée du montant de votre cotisation (200 F.).



COMITE DES CADRES POUR LES LIBERTES
83 boulevard exelmans 75016 PARIS tel (1) 224-69-52

POLITIQUE

La préparation

D'UNE RÉGION A L'AUTRE

XII bis. — FRANCHE-COMTE: la gauche à petits pas

Le Monde a publié dans son numéro daté 1^{er} février la première partie de l'enquête électorale sur la région Franche-Comté et analysé la situation dans le département de la Haute-Saône et dans le Territoire de Belfort. Voici la fin de cette enquête qui concerne les

départements du Jura et du Doubs. (Le tableau qui figure le nombre des élus par famille politique pour ces deux départements — pour toutes les élections législatives depuis 1955 — a aussi été publié dans « Le Monde » daté du 1^{er} février.)

DOUBS : un R.P.R. de choc face aux « fouette-culs » socialistes

par PATRICK FRANCÉS

Dans la 1^{re} circonscription (Besançon), Jacques Weinmann (R.P.R.), décédé en mai 1977, avait, en 1973, conservé de justesse un siège conquis en 1958, ne devant au second tour son adversaire socialiste, M. Joseph Pinard, que de cinq cent neuf voix sur plus de soixante-douze mille suffrages exprimés. Son suppléant, M. Georges Bolard (R.P.R.), trente-sept ans, professeur, maire de Verrières-le-Bas, a, pour des raisons strictement personnelles, décidé de ne pas se présenter. Il succédera à M. Raymond Tourrain (R.P.R.), cinquante-trois ans, assureur-conseil, vice-président du conseil général (réélu en mars 1976), il représente le canton de Besançon-Est depuis septembre 1973, gaulliste de choc, « l'homme qui a défriché les communistes » et qui avoue avoir également « dans son cotiveau » les syndicats « révolutionnaires » et « les intellectuels de gauche ». Dans son camp, on suppose mal, il est vrai, de voir « les professeurs » socialistes régner, depuis 1977, sur la mairie, domination qui, y est-on, assure mal de l'avenir : « Si le conseil régional de 1978, y déclare-t-on, on sera dirigé par les fouette-culs. »

ment ce dernier, qui observe que Peugeot n'a pas aujourd'hui une véritable guerre sociale contre la gauche et se tire dessus à boulets rouges.

Candidat du R.P.R., soutenu par le C.C.L., M. Gérard Kuster, vingt-neuf ans, délégué national à la jeunesse du Rassemblement, reste sur deux défaites : l'une aux cantonales de 1976, à Audincourt ; l'autre aux municipales, à Montbéliard. Enfant du pays, il poursuit avec ténacité « un travail en profondeur et à long terme » dans une région « de très forte implantation gaulliste », où se trouve, à Sochaux, la plus importante section d'entreprise du R.P.R.

Outre un éventuel candidat du R.P.R., M. Damien Le Chêne, se présentent également dans cette circonscription MM. Georges Minazzi (Front autogestionnaire) et Christian Driano (Lutte ouvrière), employés chez Peugeot.

L'« affaire » Blondeau

Dans la 3^e circonscription (Pontarlier), M. Edgar Faure (app. R.P.R.), soixante-neuf ans, président de conseil régional depuis 1974, conseiller général de Pontarlier depuis septembre 1973, député constamment réélu depuis 1967, avait, en 1973, retrouvé une fois de plus son siège au premier tour, malgré la présence, sur sa droite, de deux candidats, ce qui explique qu'il n'ait alors obtenu que 56,8 % des suffrages exprimés, contre 73,7 % en 1969 (à l'occasion d'une élection partielle) et 74,8 % en 1968. Pour le président de l'Assemblée nationale, candidat unique de la majorité (il privilégie personnellement son appartenance au Nouveau Contrat social), la victoire ne fait aucun doute, et, insiste-t-il, « dès le premier tour ».

te-sept ans, agriculteur, conseiller municipal de Thilboudin, qui portera les couleurs du P.S. dans une circonscription où M. Mitterrand avait obtenu 34,4 % aux présidentielles, contre 27,6 % pour la gauche, au premier tour de 1973.

Il axera surtout son action locale sur la « démythification du roi Edgar dont la politique se résume à faire croire aux gens qu'ils sont heureux au pays ». Opinion partagée par M. Jean-Michel Jussaux (P.C.), trente et un ans, professeur, adjoint au maire de Pontarlier, qui semble toutefois plus préoccupé par l'avenir de cette municipalité que par la campagne des législatives. « Sans ses querelles intestines, estime-t-il, la gauche était installée pour longtemps. »

Si M. Pinard (P.S.), quarante et un ans, professeur, adjoint au maire de Besançon et conseiller général du secteur nord de la ville (élu en 1973, il a été réélu en 1976), pour conforter l'expansion socialiste dans une circonscription où M. Mitterrand n'avait obtenu que 27,6 %, en 1974, que 46,5 % des voix, M. Martial Bourquin est le nouveau candidat du P.C.

Avec M. Charles Flaget, porte-parole du Front autogestionnaire, sont également candidats : Mme Marie-France Roche (Lutte ouvrière), aide soignante au C.R.U., et M. Philippe Kaminski (écologiste), qui figurait sur la liste de la majorité, aux municipales, à Besançon.

Dans la 2^e circonscription (Montbéliard), M. André Bonliche, ancien directeur du P.S., est taillé en quelques années un fief d'où l'on voit mal, à première vue, qu'il pourrait l'évincer. Par-

Voilà qui explique peut-être pourquoi M. Edgar Faure bat actuellement la campagne, visitant systématiquement, et au pas de charge, les deux dix communes de la circonscription. Si la séduction semble s'être quelque peu atténuée, le savoir-faire, lui demeure entier, que ce soit à propos de l'« affaire » qu'il exploite que très discrètement (« Vous auriez mieux fait de me garder », susurre-t-il à l'oreille des Pontisaliens) ou de ses déboires, combien dérisoires, avec la fédération radicale locale, qui en avait fait son président et lui reprochait son investiture R.P.R. Découvrant aujourd'hui que le président de l'Assemblée a obtenu l'investiture libérale, elle se jette dans ses bras et lui d'observer malicieusement : « Dans cette circonscription, je ne connais pas d'autre radical que moi. »

JURA : le P.S. candidat à la succession de Jacques Duhamel

Dans la 1^{re} circonscription (Lons-le-Saunier, Saint-Claude), M. René Felt (P.R.), chirurgien-gynécologue, maire de Lons de 1967 à 1977, conseiller général du canton nord de la ville depuis 1967, entré à l'Assemblée en 1967, avait, en 1973, été réélu d'extrême justesse au second tour, ne devant au candidat socialiste, M. Louis Collin, que de 33 voix, sur près de 60 000 suffrages exprimés.

dant compter avec une nouvelle inconnue : la présence d'un R.P.R., M. Max Jallat, qui explique que « les commerçants, les artisans et les artisans de la défilée de M. Felt en mars dernier, désirent aujourd'hui se racheter, sans pour autant se dégrader ». « Je leur donne cette possibilité », observe-t-il.

une situation difficile dans une circonscription où la gauche en général et le P.S. en particulier (il a inversé, à gauche, le rapport des forces au premier tour de 1973) sont en progression et où M. Mitterrand avait obtenu 50,3 % des voix en mai 1974.

De plus, M. Santa Cruz, trente-neuf ans, médecin, conseiller général depuis 1973, de nouveau candidat, a, en mars 1977, conquis la mairie de Dole, exploitant notamment les divisions de la majorité à son avantage, et la situation à gauche avait normalement évolué, la victoire n'aurait fait aucun doute. Nouveau candidat du P.C., M. Maurice Faivre-Picon, cinquante ans, directeur d'entreprise, maire de Damparis depuis 1971, conseiller général d'un des cantons de Dole depuis 1976, entend surtout dénoncer la politique du pouvoir. À l'extrême gauche, on relève les candidatures de MM. Noël Trits (Front autogestionnaire) et Jean-Charles Ratte (O.C.T.).

De plus, M. Santa Cruz, trente-neuf ans, médecin, conseiller général depuis 1973, de nouveau candidat, a, en mars 1977, conquis la mairie de Dole, exploitant notamment les divisions de la majorité à son avantage, et la situation à gauche avait normalement évolué, la victoire n'aurait fait aucun doute. Nouveau candidat du P.C., M. Maurice Faivre-Picon, cinquante ans, directeur d'entreprise, maire de Damparis depuis 1971, conseiller général d'un des cantons de Dole depuis 1976, entend surtout dénoncer la politique du pouvoir. À l'extrême gauche, on relève les candidatures de MM. Noël Trits (Front autogestionnaire) et Jean-Charles Ratte (O.C.T.).

Une défaite que l'ancien maire de Lons semble personnellement avoir oubliée. D'une sérénité absolue, le candidat de la majorité non gaulliste, qui se considère également comme « R.P.R. d'honneur », place ses espoirs dans les 52,3 % recueillis dans cette circonscription par M. Giscard d'Estaing. Il compte également hériter d'une large part des quelque 10 000 voix qui, au second tour de 1973, étaient restées fidèles à M. Jallat, maire de Saint-Claude, conseiller général, tombé en 1976, alors député du Jura, en 1968, aujourd'hui cantonné dans une neutralité silencieuse, que M. Felt affirme « bienveillante » à son égard.

Du côté de la majorité, M. Gilbert Barlier, trente-huit ans, chirurgien, conseiller municipal de Dole, proclame n'appartenir à aucun parti tout en étant soutenu par les formations non gaullistes. Son principal atout semble être son comité de soutien, dont font partie, outre le député sortant, les deux sénateurs du Jura, MM. Jeanbrun (Gauche démocratique) et Gravier (Union centriste), également président du conseil général.

هكذا من الأصل

[illegible]

MUSÉES

LES EXPOSITIONS DU PREMIER SEMESTRE A PARIS

● **OSSINS DE RUBENS.** — Musée du Louvre, salle des pestes, 10 février-15 mai.

Dernier volet de l'hommage parisien au maître flamand, à l'occasion du quatrième centenaire. L'exposition réunira la totalité des dessins de Rubens conservés au Louvre, ainsi que des œuvres graphiques importantes d'artistes de son entourage, prédécesseurs et élèves.

● **L'ART MODERNE DANS LES MUSÉES DE PROVINCE.** — Grand Palais, 4 février-24 avril.

Près de trois cents peintures, dessins, sculptures et objets de 1905 à aujourd'hui seront réunis,

qui ont été empruntés à une soixantaine de musées classés et contrôlés. Après les musées de Grenoble, Marseille et Saint-Etienne, qui ont fait monter à Paris leurs collections d'art contemporain, Paris prend l'initiative de montrer les ressources méconnues de la province dans le domaine de l'art moderne.

● **DONATION PIERRE LEVY.** — Orangerie des Tuileries, 17 février-16 avril.

Une sélection parmi les quatre mille numéros de la donation Pierre Levy aux musées nationaux, qui, de Courmieu et Seurat à Nicolas de Staël et Wols, retiennent les préférences du collectionneur. Aux ensembles de « leuves », de Derain et de La Fresnaye, s'ajoutent des verreries de Marinot et une centaine d'objets africains. Cette exposition sera la dernière avant la fermeture de l'Orangerie pour travaux.

● **CALDER.** — Centre Georges-Pompidou (4^e étage), 15 février-27 mars.

Images et témoignages de la vie quotidienne et de l'œuvre, depuis les années 20, du grand artiste disparu. Cela autour d'œuvres choisies dans les collections nationales.

● **MICHEL SEUPHOR.** — Centre Georges-Pompidou (4^e étage), 15 février-27 mars.

Baubourg présente la donation que Michel Seuphor vient de faire au Musée national d'art moderne : les témoignages d'une quinzaine d'artistes de leur entité avec l'historien et défenseur de toujours de l'art le plus strict.

● **TROIS SIECLES D'AFFICHES FRANÇAISES.** — Musée de l'Affiche, à partir du 13 février.

Cent cinquante affiches publiées dans les collections du Musée des arts décoratifs, qui en compte plus de soixante-dix mille. Pour marquer l'inauguration des trois premières salles du Musée de l'Affiche, que l'Union centrale des arts décoratifs a installé dans l'ancien entrepôt des talences de Choley, 18, rue de Paradis.

● **L'ART EN SUCRE.** — Musée des arts décoratifs, 9 février-17 avril.

Depuis les masques et squelettes mexicains fabriqués pour le lili des morts jusqu'aux maquettes d'architecture, un ensemble de chefs-d'œuvre de pâtisseries et de confection, monuments et objets d'art populaire. Suite succulente de l'exposition artiste-artisan.

● **TOILES DE NANTES DES XVII^e ET XIX^e SIECLES.** — Musée des arts décoratifs, 9 février-9 avril.

Empruntées, dessins, toiles d'ameublement, tchous et mouchoirs représentant la production des manufactures nantaises de la toile indienne, à une époque où Joly n'avait pas l'exclusivité en ce domaine.

● **L'HERBIER DE J.-J. ROUSSEAU.** — Musée des arts décoratifs, 9 février-fin septembre.

La bicentenaire de J.-J. Rousseau fournit l'occasion au Musée des arts décoratifs de ressortir une pièce de ses collections acquises par le legs Rambuteau : un herbier de la main de l'écrivain — qui devrait intéresser plus d'un artiste d'aujourd'hui.

● **LEDA, BESTIAIRE ET META-MORPHOSES.** — Musée Bourdelle, 9 février-fin avril.

Bourdelle, poète de la pierre, dont l'univers sculpté regorge de cannares, de dryades, de Lédas. Un aspect de l'œuvre occulte par une réputation de « bûcheur de monnaie » et de « maître d'œuvre ».

● **LA COLLECTION THYSSEN-BORNEMISZA.** — Musée d'art moderne de la Ville de Paris, 20 février-22 mai.

Les tableaux modernes d'une collection célèbre formée depuis le début du siècle par le baron Thyssen, continuée par son fils, et qui n'a cessé de s'enrichir au cours de ces dernières années. L'exposition, qui vient de Bruxelles, compte quatre-vingts tableaux de premier ordre, signés par des noms prestigieux (Picasso, Klee, Kandinsky, Mondrian, Miro, Malraux, Ernst, Léger, Chirico) et représentatifs surtout du cubisme, de l'expressionnisme et du surréalisme.

● **LA PROTECTION DU PATRIMOINE NATIONAL : LES OATIONS.** — Musée du Louvre, galerie Mollien, 24 février-24 avril.

Illustration et bilan de l'enrichissement des collections publiques, grâce aux œuvres acceptées par l'Etat en paiement des droits de succession, entre 1972 et 1977.

● **PEINTURE RUSSSE DE LA DEUXIEME MOITIE DU XIX^e SIECLE.** — Grand Palais, 23 février-15 mai.

Cette suite de l'exposition « La peinture romantique russe », présentée l'hiver dernier également au Grand Palais, comportera une centaine de tableaux de 1850 à 1905, provenant des plus grands musées soviétiques. Ils seront probablement regroupés sous le titre « Réalisme et poésie dans la peinture russe ».

● **L'ART DU BOROBUDUR.** — Petit Palais, 25 février-25 mai.

Cent cinquante pièces souligneront l'importance du bouddhisme en Indonésie. Elles proviendront en majeure partie du temple javanais de Borobudur, construit au huitième siècle et décoré de bas-reliefs célèbres.

● **GERARD TITUS-CARMEL.** — Centre Georges-Pompidou (galerie contemporaine), 1^{er} mars-10 avril.

Cent vingt-sept dessins appartenant au Musée national d'art moderne, sur la motif de la boîte (Pockat aize vingt cotin), et sur la jeu des dégradations de l'image. Cette suite sera augmentée d'une soixantaine d'exemples choisis dans des séries différentes récentes de ce jeune artiste qui sait dessiner.

● **LAPICQUE.** — Centre Georges-Pompidou (cabinet d'arts graphiques), 1^{er} mars-23 avril.

Les dessins appartenant aux collections nationales d'un original de la couleur qui ne sa laisse pas prendre au piège des équivoques.

● **HENRI MICHAUX.** — Centre Georges-Pompidou, 15 mars-14 juin.

Michaux, peintre dès 1936, avec la série des aquarelles sur fond

noir. L'écriture picturale parfois étroitement liée à l'activité littéraire du poète, notamment pour les textes sur le massacre. Des peites œuvres incassables amènent d'un univers du dedans.

● **MALEVITCH.** — Centre Georges-Pompidou, 15 mars-15 mai.

Osons l'espace des manifestations temporaires du cinquième étage, la première grande rétrospective parisienne de l'œuvre d'un des figures-phares de l'avant-garde des années 20. L'exposition s'insère dans le programme que s'est fixé le Musée national d'art moderne, étudiant les relations entre Paris et les pays de l'Europe de l'Est.

● **BARCELONE 1950-1977, VINGT-CINQ ANS D'ARCHITECTURE.** — Centre Georges-Pompidou (galerie du C.C.I.), 5 mars-24 avril.

L'architecture catalane, son évolution dans les années 50, vers une création moderne rationnelle, grâce à un groupe d'architectes — le groupe R. — puis dans les années 60, vers une recherche de la tradition architecturale espagnole qui aboutira à « l'école de Barcelone ».

● **CEZANNE.** — Grand Palais, 21 avril-23 juillet.

1839-1905 : les dix dernières années, à Aix, à travers une cinquantaine de peintures et une trentaine d'aquarelles. Un rassemblement exceptionnel rendu possible grâce à l'organisation conjointe de l'exposition par la réunion des musées nationaux et le Musée d'art moderne de New-York. Qui permettra pour la première fois de mieux saisir, à travers les motifs privilégiés du peintre, les paysages de Provence et notamment les célèbres vues de la montagne Sainte-Victoire, le pourquoi de l'influence de Cézanne sur la génération qui s'est suivie.

● **AUGUSTE RODIN. LE MONUMENT DE E. BOURGEOIS DE CALAIS.** — Musée Rodin, 27 avril-25 septembre.

Une initiative du musée de Calais qui présente actuellement l'exposition. C'est un dossier complet du monument des Bourgeois qui re-

groupa l'ensemble des esquisses, maquettes, études, dessins préliminaires, ainsi que les fontes, réductions et assemblages, autour de la correspondance entre Rodin et O. Dewavrin, maire et président du comité pour le monument. Une monographie qui situe l'œuvre non plus seulement du point de vue de l'histoire de l'art et de la sculpture de Rodin, mais aussi en tant que commande municipale avec les impératifs qui en découlent et les contraintes imposées à l'artiste à la fin du dix-neuvième siècle.

● **LA NOUVELLE ARCHITECTURE ANGLAISE.** — Centre Georges-Pompidou (galerie du C.C.I.), 3 mai-5 juin.

Une analyse du mouvement actuel d'architecture en Angleterre, tourné vers l'utopie, la réflexion et la critique architecturale. Avec des plans et des dessins de Ran Kootas, Leon Krier et quelques autres.

● **DIX ANS DE DONATIONS.** — Musée des arts décoratifs, fin mai-décembre.

Hommage aux collectionneurs, artistes et industriels qui, au cours de ces dix dernières années, ont enrichi le Musée des arts décoratifs, à l'occasion souvent de manifestations comme « Trois siècles de papiers peints » (1967), « Des dorures aux passementiers » (1973), le « Cinquantenaire de l'exposition de 1925 » ou « Broderie au passé et au présent ».

● **PARIS-BERLIN.** — Centre Georges-Pompidou, espace des expositions temporaires, 14 juin-6 novembre.

Après Paris-New-York, l'illustration des relations artistiques entre Paris et Berlin, de 1900 à 1933 : l'expressionnisme, Dada, le réalisme des années 20, le rôle des revues d'avant-garde, des marchands... Le dédoublement de l'exposition Paris-Berlin-Moscou prévue initialement permet d'élargir le champ de la confrontation, qui concernera également l'architecture, le design, le cinéma, la littérature et la musique, tous les départements du Centre étant mobilisés pour la circonstance.

JEUDI 16 et VENDREDI 17 FEVRIER 1978
à 20 h 30

2^e GALA DES GRANDES ECOLES



**Au Nouvel
Hippodrome de Paris**

Porte de Pantin
CHAPITEAU JEAN-RICHARD

Avec la participation de
15 GRANDES ECOLES

Pour que 300 étudiants
sur la piste présentent
un spectacle
de cirque et de music-hall.

(Clowns - acrobates - gymnastes -
éléphants - chevaux - motos)

RENSEIGNEMENTS-RÉSERVATIONS : 504-97-97

A.G.G.E., Association régie par la loi de 1901, 8, rue de Lota, 75116 PARIS, 553-87-46.

● Remplissez le bon ci-dessous et retournez-le à A.G.G.E., 103, rue de la Faisanderie, 75116 Paris, après avoir indiqué la date choisie. (Joignez-y un chèque bancaire ou postal établi à l'ordre de l'A.G.G.E.), ou louez sur place.

(à découper suivant le pointillé)

NOM : _____	Prénom : _____	● Prix spécial étudiant : _____
Téléphone : _____	Adresse : _____	30 F x _____ F
		(fauteuils 1 ^{re} et 2 ^e série uniquement)
		● Fauteuils 1 ^{re} série _____ F
Code postal : _____	Ville : _____	50 F x _____ F
Ecole : _____		Fauteuils 2 ^e série _____ F
Jeu : 16 Février 1978 : <input type="checkbox"/>		80 F x _____ F
Vendredi 17 Février 1978 : <input type="checkbox"/>		Loges 110 F x _____ F
cochez la case correspondant à la date choisie)		Total _____ F



présente

LA FETE DU FANTASTIQUE

Avoriaz à Paris - Sélection Cinémagic
14 jours de films inédits,
du 1^{er} au 14 février.

Cinéma le Berlitz
métro Opéra. Tél.: 742.60.33

3 séances par jour : 14 h, 17 h, 20 h 30.
4 nuits à dormir debout de 0 h 30 à l'aube
les vendredis et samedis.

Pour 2 films : 15 F matinée
18 F le soir
Abonnement F.N.A.C. : 155 F

مكتبة من الأصل

Le choix difficile des commissaires-priseurs

DROUOT ENTRE DEUX RIVES

« L'HOTEL des ventes de Paris est unique au monde. » Le plus contestataire des commissaires-priseurs et le président de la très honorable compagnie font la même remarque, et tous deux se réjouissent qu'un même endroit coexisterait des ventes d'objets dignes de musées et la brocante.

Le volé n'est pourtant pas si facile. L'image d'un hôtel des ventes batzicien, sorte de marché aux puces où il y aurait encore de « bonnes affaires », s'est pas pour déplaire à la compagnie. Elle attire les acheteurs. A l'amateur avisé de dénicher, au milieu d'objets de peu d'apparence, le vrai rareté. Et puis, la vente msbillère traditionnelle, c'est aussi une certaine image sociale du commissaire-priseur, officier ministériel auquel n'importe qui peut s'adresser pour se débarrasser de n'importe quel objet.

Mais les vendeurs de beaux objets ? La bonne affaire promise aux acheteurs ne lui pas leur offrir. La neutralité affichée de l'officier ministériel, auquel toute publicité personnelle est interdite, les inquiète. Le marché de l'art est un faux marché, les objets n'y sont pas interchangeables, l'offre comme la demande sont limitées par les coalitions des marchands, l'intérêt et la compétence de certains ressemblent d'amateurs. Le vendeur n'attend donc pas du commissaire-priseur qu'il se borne à constater un prix, il lui demande, loin de la concurrence pure et parfaite des théoriciens, de contribuer à faire ce prix.

Certains commissaires-priseurs, certains experts, ne l'ont que trop bien compris : des stimulations artistiquement fondées, un bagage abondant, peuvent provisoirement duper une clientèle novice, mais, la fièvre de la vente passée, l'embarras d'avoir payé plus cher que chez son marchand habituel un objet médiocre risque de dégoûter à jamais des ventes publiques. La compagnie le sait, qui veille à réprimer les commissaires-priseurs plus soucieux de leurs relations publiques que de la qualité des objets vendus. Encore ne faut-il pas tomber dans l'excès inverse : l'impossibilité d'annoncer les ventes en préparation ne facilite pas la prospection des vendeurs, si il est dommage qu'un commissaire-priseur qui cherche à composer une vente d'instruments de musique ne puisse pas évaluer par voie de presse des collectionneurs susceptibles de lui fournir le violon de Stradivarius capable de donner à sa vente tout le prestige nécessaire. A défaut, c'est le système « artisanal » des dîners en ville, des relations personnelles ou, plus fréquemment, les échanges de bons procédés avec des experts-marchands qui supportent un peu de leur clientèle et de leurs objets.

Entre l'art du complot et une neutralité dépourvue d'objectivité, quelques études cherchent à définir une déontologie nouvelle, un « processus médiatique ». Mais les obstacles sont nombreux. Face aux efforts parisiens, les maisons anglaises intensifient leur concurrence : il arrive ainsi que Christie's prenne en charge les frais de transport, tandis que Sotheby garantit un prix minimum, et les deux maisons renoncent à faire payer des frais si un objet qui leur a été confié n'est pas vendu (les conditions faibles aux Anglais sont moins favorables, malgré le Marché commun). Si l'objet trouve preneur, les frais restent à la charge du vendeur sont souvent plus proches de 10 % que de 15 %. Les commissaires-priseurs parisiens sont obligés, pour les objets de qualité internationale, de s'aligner sur ces conditions, quoiqu'ils même ils font mieux encore. Mais c'est au prix d'un effort financier bien supérieur à celui des Britanniques. L'Etat et les collectivités locales prélèvent en effet 7 % du prix de vente sur le prime payable par l'acheteur, elle-même déterminée réglementairement (10 % jusqu'à 5000 F, 11,5 % de 5 à 20 000 F, 10 % au-delà de 20 000 F). Pris de 42 millions auraient ainsi été reversés au Trésor au cours de l'année 1977. En Grande-Bretagne, la prime de 10 % est une recette nette pour le maison de vente. Le droit de suite de 3 % sur les œuvres de peintres modernes et la

taxation de 2 % des plus-values au-delà de 20 000 F obligent encore à un effort supplémentaire pour les commissaires-priseurs qui veulent compenser pour leurs clients ces légers désavantages de Paris.

Ainsi, l'alignement des frais à la charge des vendeurs et des acheteurs ne se traduit pas par un alignement des recettes des commissaires-priseurs et des maisons de ventes britanniques. L'amputation fiscale enlève aux premiers la puissance financière qui permet aux concurrents anglais d'ouvrir à travers le monde des succursales habiles à regrouper les collections à vendre, et de disposer d'un personnel nombreux et compétent. Christie's peut se permettre d'employer d'anciens conservateurs de la National Gallery et du British Museum.

Les commissaires-priseurs français n'ont pas cette possibilité et doivent avoir recours à des experts extérieurs rémunérés au pourcentage, mais élevé pour les spécialités où l'on rencontre des pièces de valeur (peintures : 3 % ; livres : 5 %). Il n'est cependant jamais dégrésé et assure ainsi de confortables rentes de situation aux grands experts de la place. Si la compétence de certains est universellement reconnue, l'un d'eux n'aurait-il pas été pressenti par Sotheby pour diriger le catalogue de la collection Widener ? — Le double qualité d'expert et de marchand de la plupart des délicats problèmes de déontologie que chacun résout à sa manière... N'a-t-on pas murmuré que certain mensuriers persan était peut-être la propriété de l'auteur du catalogue où il était décrit ? Il est vrai que le maison Sotheby vend maintenant quelques-uns des objets dont elle est propriétaire, mais de tels cas, encore exceptionnels, sont, dit-on, toujours signalés au catalogue.

Une histoire de camions

Le marché de Paris se situe cependant d'un privilège qui devrait balayer toutes les réserves. La « garantie internationale ». Ainsi que les affirmations des catalogues de Christie's ne représentent que l'opinion de leurs auteurs si que Sotheby accorde une garantie de cinq ans, et seulement contre les faux délégués dont le caractère d'imitation aurait pu être détecté à la date de la vente, le paiement de dommages et intérêts peut être réclamé pendant trente ans à un commissaire-priseur des deux côtés ne correspond pas à la description du bardeau de vente et qu'il en résulte un dommage. Cette garantie décourage sans doute les mensuriers frauduleux, mais trop souvent les mentions des catalogues sont si vagues et si ambiguës qu'on ne peut rien n'est garanti. Les Anglais n'ont pas cette contrainte légale, mais la contrainte commerciale de leur image de marque est tout aussi stricte, et leurs catalogues n'ont rien à envier aux catalogues français.

Dépendants d'experts extérieurs, les commissaires-priseurs sont aussi, et d'abord, dépendants de la compagnie qui les rassemble. C'est à elle qu'ils remboursent, selon des taux forfaitaires, les frais divers exposés pendant les ventes (discrétion, crieurs, etc.). C'est à elle qu'ils versent le moitié de leurs émoluments, eux-mêmes calculés selon un barème dégressif (6 % de la valeur de l'objet jusqu'à 5 000 F, 2 % entre 5 000 F et 20 000 F, 1 % au-dessus de 20 000 F) pour éliminer la fameuse « bourse commune ». C'est d'elle qu'ils reçoivent chaque année une rente, identique pour toutes les études, et d'un montant qui dépasse les 100 000 F (une charge de commissaire-priseur vaut plus de 800 000 F). Les défenseurs de ce système font valoir qu'il donne aux quelques soixante-dix commissaires-priseurs un poids qu'ils n'auraient pas s'ils étaient isolés. Et la redistribution qu'opère la bourse commune permet aux jeunes études de se lancer. Mais, à l'inverse, les charges imposées doivent apporter la principale contribution à la bourse commune, sans pour autant pouvoir déterminer les destinées d'une compagnie pour laquelle les ventes d'objets d'art ne sont

qu'un aspect d'une activité beaucoup plus diverse. Telle étude qui réalise à elle seule près du tiers des ventes d'art verse à la bourse commune environ 2 millions de francs.

Les commissaires-priseurs s'opposent pour le développement individuel sont demandés à l'Etat de réduire de moitié le prélèvement au profit de la bourse commune. Mais, au même moment, les projets immobiliers de la compagnie risquent d'imposer un effort colossal sans précédent. L'installation provisoire, depuis février 1976, dans des locaux loués à la S.N.C.F., gare d'Orsay, a coûté 12 millions de francs, près des deux fois plus que ce qui était prévu. Le retour rue Drouot, oréclotamment décidé au moment du départ, risque de coûter encore bien plus cher, alors que l'expérience de Drouot-rive gauche met en évidence les défauts du projet. L'immeuble projeté rue Drouot, difficilement accessible aux camions, e l'inconvénient d'être construit en hauteur et d'exiger une banquette d'ascenseurs et de monte-charge, gros consommateurs d'énergie. Trop petit pour le développement actuel de la compagnie, il comptera moins

de salles que Drouot-rive gauche. Et les seuls travaux d'aménagement — non prévus dans l'enveloppe initiale — dépasseront les 20 millions de francs ; face à de telles charges et à l'endettement qu'elles impliquent, la compagnie hésite : la bourse de commerce, de moindre valeur marchande depuis son classement, pourrait constituer une solution de rechange. Un coût financier moins élevé, des installations sur un seul niveau, la proximité des Halles appelées à devenir un nouveau quartier des arts, semblent valider on lève d'une telle implantation.

Le choix qui sera fait aura valeur de test. Confrontées à la concurrence internationale, les commissaires-priseurs spécialisés dans le marché de l'art résisteront-elles à une amputation supplémentaire de leurs recettes, et la tentation sera alors grande de donner un développement nouveau aux ventes à l'étranger, même si, jusqu'à présent, la seule étude qui y ait recouru, à Msneco et à Genève, a pu évaluer son chiffre d'affaires étranger, sans compromettre la progression des résultats obtenus.

JEAN-MARIE GUILHAUME.

Notes Architecture

RÉHABILITATION ?

La restauration sauve les bâtiments anciens ou fragiles, mais sans en changer la fonction, ce qui les condamne bien souvent à une seconde mort. Deux modes d'intervention bénéficient actuellement d'un intérêt croissant : la « reconversion », qui conserve l'essentiel ou l'apparence d'un édifice et en modifie certains éléments pour l'adapter à une nouvelle fonction, et la « réhabilitation », qui tendrait à sauver ce qui peut l'être de constructions défectueuses, comme nombre d'habitat récent, et à rattraper les dérapages d'un urbanisme hâtif. C'est à ce dernier aspect que le Centre d'études et de recherches architecturales (CERA) s'est plus particulièrement attaché.

Il propose en effet « Quelques propositions de réhabilitation », série de conférences qui s'échelonnent jusqu'au 7 mars. Ces réunions d'initiation, car n'y participent guère que des professionnels, peuvent donner une impression de désarroi. L'architecte y découvre sur les erreurs de l'architecture, proposant encore et toujours, et avec une égale conviction, des solutions qui risquent d'être à leur tour caduques. On mesure mal l'abîme qui sépare ceux qui parlent ici et ceux qui construisent, tout après tout, les limites de notre univers quotidien.

La plus large mesure de ce concept de « réhabilitation » aura été donnée lors de la première conférence (1) par l'architecte Antoine Grumbach. Il étend le respect du vestige, si pitoyable soit-il, jusqu'à trouver une théorie de « la ville sur la ville ». En somme, c'est un retour aux strates de l'archéologie, de vouloir faire de toute construction le témoin, même factice, d'une histoire.

Le dernier numéro d'Architecture d'aujourd'hui (AA n° 194) donne, de son côté, un panorama assez complet des deux aspects complémentaires que sont la reconversion et la réhabilitation. On y mesurera l'ampleur que peuvent prendre dans les années à venir cette tendance « conservatrice » et les problèmes qu'elle peut poser.

UN GRAND ÉCART

Le verre et l'acier, c'est un peu l'architecture officielle d'aujourd'hui. Aussi rencontre-t-on souvent des noms établis derrière les bâtiments qui favorisent ces deux matériaux. Bernard Zehruss, de même, est un peu l'architecte officiel de l'UNESCO depuis la construction du siège de cet organisme, en 1958, avec Breuer et Nervi. Et c'est lui que l'on trouve derrière la nouvelle annexe, le bâtiment VI, entre les rues Jean-Daudin et François-Basquin (15^e arrondissement).

C'est un grand édifice de verre bléuit, aux verticales métalliques, et composé de parallélépipèdes juxtaposés de hauteurs variables (la plus haute de ces volumes atteint 53 mètres).

Mieux construit que pensé, certains de ses aspects sont remarquables, comme cette plonge dans le sol qui laisse apparaître les salles de réunion. L'ensemble est séduisant, mais fait faire le grand écart.

Cet écart, c'est, traditionnellement, celui qui sépare, et associe, fonctionnalisme et formalisme. Ce qui reste le problème du seul architecte. C'est l'écart entre un Zehruss qui respectait le tissu parisien existant et sa construction proliférante actuelle. C'est, plus humainement, la rupture totale entre cette nouvelle construction et le quartier qui l'accueille. Car ce bel objet sans vie apparente, avant que les lumières du soir n'en dévoilent les entrailles, ce noble volume taillé comme un briquet de valeur, étouffe au milieu d'immeubles d'un autre âge. Qu'on aime ou déteste sa rigueur, on ne peut que lui souhaiter plus d'espace pour respirer.

L'écart écroulé, c'est enfin le câble fragile qui se tend chaque année davantage entre la création architecturale et sa brutalité. Zehruss, fidèle à l'expérience, le parcourt sans risque excessif. Sans toutefois l'adresse qu'on pouvait espérer.

FREDERIC EDELMANN.

(1) Les conférences ont lieu au S.A.D.G., 100, rue du Cherche-Midi, 75006 Paris. Renseignements au CERA, 1, rue J.-Calot, 75006. Architecture d'aujourd'hui, 67, avenue de Wagram, 75017 Paris. 40 F.

CONCERT UNIQUE
VENDREDI 3 fév à 20h
ALAN STIVELL
PAVILLON DE PARIS
LOCATION : 3 FNAC / JOSEPH GIBERT

ELYSEES LINCOLN - HAUTEFVILLE
14-JUILLET BASTILLE - 14-JUILLET PARNASSE

par le réalisateur de "BERSOU OUZALA"
BARBEROUSSE
le film d'AKIRA KUROSAWA

CHENE NOIR d'Avignon
14 représentations exceptionnelles
du 1^{er} au 16 février (relâche le mardi)
FANTASTIC MISS MADONA
Centre Georges Pompidou
278-78-95 Grande Salle

Théâtre de l'Athénée
6 février à 21h
GUSTAV LEONHARDT
Daphny - Bach - Scariati
PHILIPS

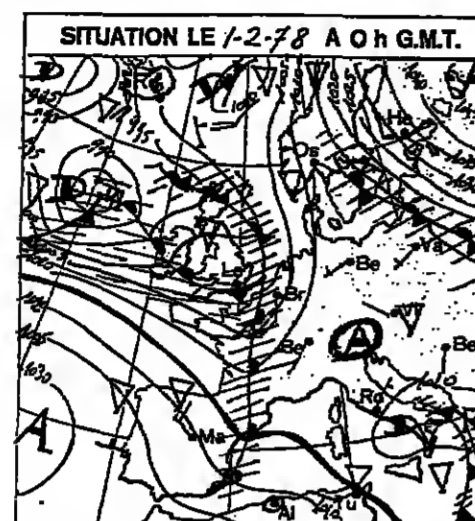
CINEMA de FRANCE
LE JOURNAL PROFESSIONNEL DU CINEMA
Vendredi 3 février 20h
20 Cplm pour 1978
UN DOCUMENT INDISPENSABLE POUR TOUS CEUX QUE LE CINEMA CONCERNE
25 RUE JEAN JACQUES ROUSSEAU 75001 TEL 261 84 93

1 h 30 d'ECLATS DE RIRE AU STUDIO DES URSLINES
JE SUIS UN AUTARCIQUE
un film de NANNI MORETTI

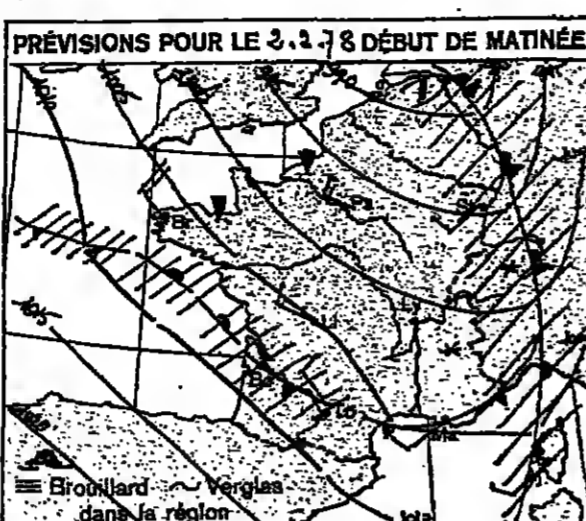
POUR LES SALLES VOIR LIGNES PROGRAMMES
L'Amour Violé
le nouveau film de YANNICK BELLON

AUJOURD'HUI

MÉTÉOROLOGIE



Evolution probable du temps en France entre le mercredi 1^{er} février à 0 heure et le jeudi 2 février à 24 heures :
Le courant perturbé qui circule de l'Atlantique à la Méditerranée maintiendra un temps médiocre sur l'ensemble de la France.
Jeudi 2 février, le temps sera relativement doux en France, les températures maximales marquant une hausse très sensible dans la moitié est du pays. Les nuages seront généralement abondants ; il pleuvra en toutes régions et il neigera en montagne au-dessus de 2 000 mètres. En cours de journée, quelques éclaircies passeront de la Manche aux Vosges et au Jura.
Les vents, d'ouest à nord-ouest, seront forts près des côtes et au



large, de la Loire au pas de Calais ; modérés ou assez forts et irréguliers ailleurs.
Mercredi 1^{er} février, à 7 heures, la pression atmosphérique réduite au niveau de la mer était, à Paris-Le Bourget, de 1 004,4 millibars, soit 73,4 millibars de mercure.
Températures (le premier chiffre indique le maximum enregistré au cours de la journée du 31 janvier ; le second, le minimum de la nuit du 31 janvier au 1^{er} février) : Ajaccio, 13 et 1 degrés ; Biarritz, 12 et 12 ; Bordeaux, 9 et 6 ; Brest, 10 et 10 ; Caen, 4 et 4 ; Cherbourg, 7 et 7 ; Clermont-Ferrand, 5 et 0 ; Dijon, 0 et 0 ; Grenoble, 0 et 0 ; Lille, 2 et 0 ; Lyon, 5 et 1 ; Marseille, 8 et 2 ; Nancy, 5 et 0 ; Nantes, 9 et 10 ; Nice, 13 et 6 ; Paris-Le Bourget, 4 et 1 ; Pau, 9 et 6 ; Perpignan, 11 et 5 ; Rennes, 9 et 8 ; Strasbourg, 7 et 1 ; Tours, 3 et 1 ; Toulouse, 7 et 5 ; Pointe-à-Pitre, 29 et 21.
Températures relatives à l'étranger : Alger, 15 et 5 degrés ; Amsterdam, 4 et 0 ; Athènes, 15 et 0 ; Berlin, 4 et 0 ; Bonn, 4 et -3 ; Bruxelles, 4 et 0 ; Casablanca, 18 et 17 ; Copenhague, 4 et -4 ; Genève, 5 et -2 ; Lisbonne, 18 et 10 ; Londres, 5 et 1 ; Madrid, 15 et 8 ; Moscou, -3 et -12 ; Nairobi, 27 (max.) ; New-York, -2 et -10 ; Palma-de-Majorque, 13 et 5 ; Rome, 11 et 0 ; Stockholm, 3 et -2.

Visites, conférences

JEUDI 2 FÉVRIER
VISITES GUIDÉES ET PROMENADES 15 h, 6, place d'Alsace, Mme Bacheller : « Histoire de la porcelaine ».
15 h, entrée du Musée des monuments français, palais de Chaillot, Mme Bouquet des Chaux : « La peinture murale française ».
15 h, 30, boulevard Haussmann, Mme Vermaersch : « Le musée Jacquemart-André rénové ».
15 h, 30, entrée Grand Palais, Mme Chapuis : « Exposition Rubens ».
20 h, 30, 21, rue Notre-Dame-des-Victoires, Mme Talbot : « Vitraux et orfèvrerie » (Caisse nationale des monuments historiques).
15 h, 2, rue de Sévigné : « La place des Vosges » (A travers Paris).
15 h, 30, rue Saint-Paul : « Les synagogues du Marais » (Connaissance d'art et d'histoire).
15 h, 30, La Sainte-Chapelle : « La Sainte-Chapelle » (M. de La Roche).
15 h, 30, entrée de l'exposition : « Le siècle de Rubens au Grand Palais » (Paris et son histoire).
15 h, 30, musée du Louvre, porte Desnos : « La peinture française » (Tourisme culturel).
CONFÉRENCES — 18 h, corollaire de l'Union internationale, 33, boulevard Saint-Hippolyte, M. Philippe Janvier : « 11 700 millions d'années, les animaux géants » (projections).
18 h, 30 et 21 h, musée Guimet, 6, place d'Iéna, M. Michel Montélimar : « L'Alphabète » (projections).
18 h, 30, 33, rue Berghes, M. Frédéric Lionel : « Diction et initiation » (L'Homme et la Connaissance).
21 h, 167, avenue Malakoff, M. Alexandre Ruppert : « L'astrologie et les signes des civilisations » (Nouvelle Aéropele).

MOTS CROISÉS

PROBLÈME N° 1988

1	2	3	4	5	6	7	8	9
I								
II								
III								
IV								
V								
VI								
VII								
VIII								
IX								
X								
XI								

HORIZONTALEMENT
I. Premier violon de Rome. — II. Quand on la cherche, on la trouve : Temps sombre, chez les Romains. — III. Eminences vagabondes : Elève (épée). — IV. Note : Passée à l'eau. — V. Doit s'attendre à mener une vie de chien : Passe en contact entre deux ouvertures. — VI. N'ont rien appris ou rien retenu : Conséquence de la mauvaise digestion d'une eoulente. — VII. Tenait saion. Pronom. — VIII. Démonstrateur. — IX. Symbole. — X. Plus en place. — XI. Pronom. — XII. Prophète : Illustre enfant de Dublin.

VERTICALEMENT
I. Suppose à tout abattement. — 2. Peu changeantes. — 3. Pour réveiller un Rossais moribond. — 4. Figure biblique. — 5. Coute en Italie : Sans bavures. — 6. Ecole de chant. — 7. Localité de France. — 8. Artiste. — 9. Était fort riche. — 10. Couvre fleurs. — 11. Le pays devait manquer d'animation quand il put revenir chez lui : Ne charma pas les nuits de Cléopâtre. — 12. Froc joie ou déception.

Solution du problème n° 198

Horizontalement
I. Alphabète. — II. Lala. — III. Li. — IV. Louisa. — V. Si. — VI. Rue. — VII. Yana. — VIII. Ore. — IX. Vain. — X. Maud. — XI. S.O. — XII. Purée. — Bar.

Verticalement
1. Allusion : M.P. — 2. Laitier. — 3. Pi. — 4. Nageur. — 5. Enlère. — 6. ONU. — 7. Pak. — 8. Bouillottes. — 9. Enlère. — 10. S. — 11. Sauts. — 12. GUY BROUTY.

Économisez vos calories et vivez au calme...

Sur vos fenêtres, nous posons en moins de 2 heures sans aucune dégradation, la DUO-FENÊTRE, numéro un en Allemagne. C'est la protection thermique et phonique la plus esthétique et la moins onéreuse. SOGEPE - 14, boulevard Montmartre (9^e) - 770-85-12 ou 770-50-82.

Paris

● Une pharmacie ouverte en permanence la nuit à Paris. — Elle est située dans la galerie « Les Champs », 84, avenue des Champs-Élysées.
Un arrêté du préfet de région, préfet de Paris, publié au Bulletin municipal officiel, institue, en effet, un service de garde pharmacie de nuit. Cet arrêté met fin à une situation qui durait à Paris, depuis le mois d'août dernier, au cours duquel l'unique pharmacie ouverte la nuit, à Paris, avait décidé de fermer à minuit, pour des raisons de sécurité.

Documentation

● La revue bimensuelle Secteur public-Nouveaux marchés, qui recense les besoins, les intentions, les projets et les décisions des collectivités locales, publiées en trois livraisons, les ratios des communes de moins de 10 000 habitants (exercice 1975) d'après les sources de la comptabilité publique et de la direction générale des collectivités locales.
● Secteur public-nouveaux marchés, 4, place d'Estienne-d'Orves, 75008 Paris. Prix du numéro : 120 francs.

Journal officiel

Sont publiés au Journal officiel du 1^{er} février 1978 :
UN DÉCRET
● Fixant les conditions d'application de l'article 33 ter II du code général des impôts et relatif au bail à construction.
UN ARRÊTE
● Relatif à la répartition des cotisations complémentaires de l'assurance maladie des exploitants agricoles pour l'année 1977.

D'autre part, le Bulletin officiel des décorations, médailles, récompenses du 1^{er} février publie des arrêtés portant attribution de la médaille de la gendarmerie nationale, portant nomination dans l'ordre des Arts et Lettres portant attribution de la médaille d'honneur des douanes, de la médaille d'honneur de l'air, de la médaille d'honneur de la marine, de la médaille d'honneur des postes et télécommunications ; une décision accordant des récompenses pour actes de courage et de dévouement.

LE GROUPE CICA PROPOSE

Paris 4^{ème} le Marais
11/15, rue Geoffroy-l'Angevin
au cœur du Marais historique

LES ARCADES DE L'ANGEVIN
Studios et 2 pièces de grande qualité.
Un trois pièces exceptionnel : 77 m² avec 135 m² de terrasse et 36 m² de combles.
Appartement décoré ouvert tous les jours de 13 h 30 à 19 h
Tél. 278.72.94 / 227.04.30

Rueil Malmaison

Aux Terrasses de Rueil
Très beaux appartements dans un parc de 2 hectares avec piscine et tennis.
(Tous les grands appartements ont une terrasse de 20 à 58 m²)
Vivez toute la semaine à quelques minutes de Paris, dans une ambiance de week-end.
Visite de l'appartement témoin tous les jours de 13 h 30 à 19 h, rue Roger Jourdain à Rueil-Malmaison
tél. 977.26.98 / 227.04.30.

LES HAUTS-DE-VANVES

Découvrez les Hauts-de-Vanves. Paris à 2 stations de métro. Lignes 12 et 14 directes pour Concorde et Champs-Élysées. Sur place, tous les jours de 13 h 30 à 19 h, rue Sadi-Carnot, un appartement témoin pour mieux apprécier les surfaces dont vous disposez.
tél. 227.04.30 / 945.80.33
3 pièces : 73 m² + balcon
4 pièces : 87 m² + balcon
5 pièces : 110 m² + balcon et loggia.

Meudon Bellevue

LE BEAUREGARD
2 et 4, rue du 11 Novembre.
Résidence de très grande qualité : 20 appartements avec balcons sur jardin 3, 4 et 5 pièces.
Les commerces sont à quelques minutes de la résidence.
Renseignements : Cica 227.04.30
heures de bureau
Bureau de vente sur place
17, rue Marcel Allegot à Meudon Bellevue (92) 1137.

cica 227.04.30

Je désire obtenir des renseignements sur le programme
☐ Paris 4^e ☐ Rueil-Malmaison
☐ Meudon ☐ Vanves

Je suis intéressé(e) par 1 appartement
☐ 3P ☐ 4P ☐ 5P

☐ HABITATION ☐ INVESTISSEMENT

NOM _____
ADRESSE _____
Tél. _____

Veuillez retourner ce bon à CICA 45, rue de Courcelles 75008 Paris

vous avez vu LES PRIX à MONDIAL MOQUETTE ?

ET TOUJOURS LE CHOIX ET LE STOCK SUR PLACE

Nouvel Arrivage
semelle stock mousse
29 F LE M²
6 magnifiques coloris : beige, vieil or, orange, vert, marron, chamarré

11 CENTRES A VOTRE SERVICE

PARIS 18 ^e : 114, rue Damrémont Tél : 606-05-73	SAINT-DENIS : 73, rue de la République - Tél : 820-92-93	BAGNOLET : 191-193, avenue Pasteur - 5 min Pte des Lilas Tél : 361-16-46	BOULOGNE : 82 Bis, rue Gallieni - Tél : 605-45-12	COIGNIERES (N 10) : près Trappes route du Pont d'Aulneau Tél : 461-70-12	FOSSÉS-SURVILLIERS : Zone Industrielle de Fosses. Prés gare S.N.C.F. - Tél : 471-03-44
MAISONS-ALFORT : 123, rue Jean Jaurès, RN 5, Tél : 375-44-70	SARCELLES : 29, av. Division Leclerc, RN 16 route de Chantilly Tél : 990-00-77	PARIS 13 ^e : 40, quai d'Austerlitz Face gare d'Austerlitz Tél : 584-72-33	PARIS 14 ^e : 90, bd Jourdan 50 m Porte d'Orléans Tél : 539-36-02	PARIS 19 ^e : 144, bd de La Villette - M ^r Colonel-Fabien et J. Jaurès - Tél : 203-00-79	

OUVERT DU LUN. au SAM. de 9h à 20h

مكذأ من الأصل

SOCIAL

INITIATIVE DE LA C.G.T., DE LA C.F.D.T. ET DE F.O.

Personnel de l'A.N.P.E. est appelé à faire grève

Les syndicats C.G.T., C.F.D.T. et F.O. ont appelé le personnel de l'A.N.P.E. à une grève de quarante heures, ce mercredi 1^{er} février, pour appuyer les revendications et lutter contre le « démantèlement des services publics ». Une manifestation est prévue, jeudi, devant le siège de l'A.N.P.E. à Issy-les-Moulineaux (Hauts-de-Seine). Les revendications déjà avancées ou « classiques » (amélioration des conditions de travail, augmentation des effectifs, gain de l'emploi, obtention d'un statut équivalent à celui des fonctionnaires titulaires de l'Etat), s'ajoutent à l'origine de mouvement : « l'attaque » de la loi de décentralisation présentée par M. Claude Labbé, ministre du R.P.R., à l'Assemblée nationale, qui vise à supprimer l'A.N.P.E. En janvier, des incidents ont eu lieu à l'agence locale de Grèce où le travail a repris seulement depuis. Exerçant leur métier dans de mauvaises conditions, en raison des travaux effectués au rez-de-chaussée, une partie des employés avaient pris des bureaux situés au

premier étage. Considérant qu'à ce premier étage la sécurité des demandeurs d'emploi n'était pas assurée, la direction avait alors invoqué la loi sur le « service non fait » et décidé de suspendre le traitement de ces agents. Une partie du personnel avait ensuite interrompu une réunion entre divers cadres et la police avait été appelée par la direction pour expulser les cinq employés qui se trouvaient encore dans les bureaux du premier étage.

La proposition de loi présentée par le R.P.R. demande l'abrogation de l'ordonnance du 13 juillet 1967 créant l'A.N.P.E. et l'insertion de la loi dans le cadre de l'emploi. Bien que l'Assemblée nationale ne soit pas actuellement en session et que cette proposition de loi paraisse pour le moins étonnante, ce texte a soulevé une grande émotion parmi le personnel de l'A.N.P.E. qui craint de retrouver dans la même situation que les agents de l'ex-O.R.T.F.

(1) Aux dernières élections (février 1977) aux commissions paritaires nationales de l'A.N.P.E., la C.F.D.T. et F.O. ont obtenu six sièges chacune, la C.G.C. quatre, la C.G.T. trois et les autonomes un.

Conditions de travail

M. CHARLES FITERMAN (P.C.) PROPOSE LA SEMAINE DE TRENTE-TROIS HEURES POUR LE TRAVAIL EN EQUIPES

(De notre correspondant.)

Clermont-Ferrand. — M. Charles Fiterman, membre du secrétariat du P.C.F., a détaillé mardi 31 janvier, les mesures proposées par son parti, dans le programme commun actualisé, en vue d'améliorer les conditions de travail dans les entreprises.

• Temps de travail : réduction immédiate de la durée hebdomadaire du travail à quarante heures en cinq jours, sans diminution de salaire, dans la perspective d'un abaissement progressif à trente-cinq heures en premier lieu pour les travaux pénibles, répétitifs ou dangereux. Les heures supplémentaires effectuées exceptionnellement devront obligatoirement être récupérées en repos compensatoire. Allongement des congés payés à cinq semaines minimum. Limitation du travail posté en continu ou semi-continu aux seuls cas où existent des impératifs de caractère technique ou de services publics.

Introduction pour le travail en continu d'une cinquième équipe permettant d'abaisser l'horaire moyen hebdomadaire à trente-trois heures et demie et d'organiser le roulement, afin d'accroître le plus grand nombre possible de repos de dimanche.

• Droits et pouvoirs des travailleurs et de leurs représentants : M. Fiterman a insisté sur la possibilité pour les salariés, dans le contexte d'une coopération nouvelle avec les ouvriers, les ingénieurs, la maîtrise et les cadres d'intervenir en de nombreuses occasions pour « transformer à la fois le contenu du travail et les relations entre les différentes catégories ». Dans ce domaine, les entreprises nationales seront appelées à jouer un rôle pilote, notamment avec la création de conseils d'ateliers.

• Sécurité du travail : sont envisagées la création de comités d'hygiène et de sécurité dans toutes les entreprises de plus de cinquante salariés, du secteur privé comme du secteur public et nationalisé, et l'extension de leurs prérogatives, en particulier le droit de faire interrompre le travail quand la sécurité n'est pas assurée.

deux cent mille exemplaires vendus en 1976

Le Monde publie la troisième édition de

L'année économique et sociale



un bilan complet, économique, social, financier et boursier, en France et à l'étranger.

168 pages / 109 pays / en vente partout 15F

M. Christian Beullac : pas de nouveau Grenelle sur les rails en cas de victoire de la droite, déclare le ministre du rail mardi 31 janvier, à Radio-Carolo. Pour éviter l'inflation, il est nécessaire de « continuer à garder une certaine indépendance », indique M. Beullac, à l'Assemblée nationale, en revanche, entente de négociations sur conditions, la sécurité et le travail.

Recul de la C.G.T. au Crédit Nord. — Aux élections de la région de discipline du Crédit du Nord, la C.F.D.T. est arrivée en tête devant la C.G.T., à la perdue 3,6 points ; la C.F.T.C. remonte de son côté de 2 points. C.F.D.T. (14,4 %) et F.O. (12,9 %) ont profité de ces résultats, la progression la plus forte est celle du S.N.B.-C.G.C., qui a gagné 2,9 points par rapport à 1976. Inscrits : 11 237 ; suffrages exprimés : 8 803. Ont obtenu : F.D.T., 35 % au lieu de 33,8 % 1976 ; C.G.T., 24,7 % au lieu de 28,3 % ; F.O., 19,6 % au lieu de 18,4 % ; C.F.T.C., 10,7 % au lieu de 12,7 % ; S.N.B.-C.G.C., 9,9 % au lieu de 7 %.

La C.G.T. a dénoncé le 31 janvier au cours d'une conférence de presse « de nouvelles atteintes aux libertés syndicales » en Seine-Saint-Denis. M. Marcel Gaille, secrétaire confédéral, et les dirigeants départementaux de la C.G.T. ont mis en cause l'Association ouvrière professionnelle (A.O.P.), organisation dépendant du R.P.R. et animée par M. Philippe Dechartre. Ils reprochent à cette association d'être intervenue notamment à l'aéroport de Roissy pour créer des difficultés au syndicat C.G.T. qui s'est vu couper le téléphone de son local syndical sous prétexte de retard de paiement.

Le train Paris-Le Havre a été bloqué pendant quinze minutes, mardi matin 31 janvier, en gare de Gaillon (Eure) par environ sept cents ouvriers menés de licenciement à la société Carrel-Fouché, une usine de la région spécialisée dans la construction de wagons.

"Ce qu'il vous faut savoir"

80 TITRES disponibles

Plus d'un million de volumes vendus !

DELMAS DICTIONNAIRE DES AFFAIRES

HARRAP BUSINESS DICTIONARY

70000 EXPRESSIONS ANGLAIS-FRANÇAIS 608 pages

13, RUE DE L'ODÉON - 75005 PARIS - TÉL. 355.05.32

"Ce qu'il vous faut savoir"

Encyclopédie pratique pour la vie des affaires : 80 TITRES

consultés par le grand public et les professionnels

UNE COLLECTION QUI ACTUALISE VOS CONNAISSANCES et vous aide à résoudre concrètement tous les problèmes auxquels vous êtes journellement confrontés.

TOUTES LES AUTEURS SONT D'ÉMINENTS PRATICIENS qui ont accepté de mettre leur expérience au service de tous et n'hésitent pas à faire bénéficier le lecteur des solutions qu'ils ont eux-mêmes appliquées avec succès.

UNE ASSIMILATION FACILITÉE PAR DES EXPOSÉS CLAIRS ET CONCIS Les textes se limitent à l'essentiel, toutes les références indispensables étant données en marge.

UNE LECTURE RAPIDE GRÂCE À DES CARACTÈRES DIFFÉRENCIÉS et, au bas de chaque page, "l'idée force" qui se dégage du texte — ce qui mémorise le lecteur.

DES OUVRAGES TOUJOURS RÉCENTS EN PRISE DIRECTE AVEC L'ACTUALITÉ

- une collection constamment recyclée
- un découpage logique et méthodique du sujet
- des formules types commentées
- toutes les formalités à remplir
- des tableaux synoptiques et comparatifs
- recherche immédiate par index alphabétique

• UN SERVICE DE MISE À JOUR GRATUIT :

Chaque ouvrage contient un BON DE MISE À JOUR GRATUIT vous alertant sur les principales modifications qui peuvent intervenir entre deux éditions.

DROIT PRIVÉ
DROIT DES AFFAIRES
DROIT SOCIAL
COMPTABILITÉ
FINANCES
IMMOBILIER

UNE PRÉSENTATION INÉDITE



"Ce qu'il vous faut savoir"

J. DELMAS & Cie

13, RUE DE L'ODÉON - 75005 PARIS - TÉL. 355.05.32

[illegible]

